

# LES ACCIDENTS SCOLAIRES

par

**J. POYRAULT**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT  
présentée et soutenue le 10 Décembre 1938

---

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. MESTRE**

Assesseurs : **MM. ROLLAND et LA FERRIÈRE**

---

PARIS - 5<sup>e</sup>

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

**3, Rue Soufflot, 3**

---

1938







## **LES ACCIDENTS SCOLAIRES**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# LES ACCIDENTS SCOLAIRES

par  
**Jeanne POYRAULT**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT  
présentée et soutenue le 10 Décembre 1938

---

MEMBRES DU JURY  
Président de thèse : **M. MESTRE**  
Assesseurs : **MM. ROLLAND et LA FERRIÈRE**

---

PARIS - 5<sup>e</sup>  
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE  
**3, Rue Soufflot, 3**

---

1938

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



*A Monsieur Robert Billecard*

*Préfet de Seine-et-Oise*

*Hommage respectueux*



## INTRODUCTION

---

Il n'est pas de jour où l'on n'ait à déplorer des accidents causés aux enfants ou par les enfants des écoles. L'importance des problèmes que pose cette question est révélée par les statistiques montrant la progression des déclarations (1).

|      |       |                 |             |
|------|-------|-----------------|-------------|
| 1928 | ..... | 1.567 accidents |             |
| 1930 | ..... | 1.842           | »           |
| 1931 | ..... | 2.450           | »           |
| 1933 | ..... | 2.972           | »           |
| 1934 | ..... | 3.377           | »           |
| 1935 | ..... | 3.824           | »           |
| 1936 | ..... | 6.000           | » (environ) |

Et ces chiffres auront tendance à s'élever encore avec la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 14 ans (Loi du 9 août 1936), et la définition plus large de l'accident scolaire englobant les faits survenus dans les colonies scolaires, camps de vacances, etc... (Loi du 5 avril 1937).

Deux questions principales se posent à ce sujet : d'une part une question qui relève plutôt de la technique administrative : c'est la prévention des accidents ; et d'autre part un problème proprement juridique, c'est l'aménagement des responsabilités encourues lorsque les accidents n'auront pu être évités.

Avant toutes choses, il importe que de sages mesures préventives éliminent autant que possible les causes d'accidents. C'est

---

(1) *Th. Devillers*. Paris 1937, p. 8

un double effort qui s'imposera aux pouvoirs publics : un effort pécuniaire pour l'amélioration des bâtiments et du matériel scolaire et un effort de réglementation destiné à éviter les pratiques dangereuses, les exercices violents auxquels doit se substituer une gymnastique ordonnée et modérée.

Malgré tout, on ne peut espérer éviter tous les accidents, on ne saurait être toujours à l'abri d'un défaut de vigilance du maître, d'un excès de turbulence de l'enfant; alors se posera le problème de la responsabilité. L'accident est-il causé à un enfant, ses parents diront à l'instituteur : « Je vous l'ai confié, vous en êtes responsable ». Est-ce *par* un élève qu'a été causé le dommage, les victimes plaideront que le maître avait temporairement assumé le devoir de surveillance incombant normalement aux parents et qu'il doit être tenu pour responsable.

Le malheureux maître verra planer sur sa tête les plus lourdes responsabilités. Son budget, d'ordinaire modeste, pourra se voir charger d'énormes condamnations pécuniaires. Sans doute il est bon, théoriquement, que chacun supporte sur son propre patrimoine la responsabilité de ses fautes. Mais il y a une mesure à garder entre l'importance de la faute et le poids de la condamnation, sinon on aboutirait à des solutions pratiquement iniques : « *Summum jus, summa injuria* ».

C'est donc vers l'Etat que l'on se tournera naturellement, du moins en ce qui concerne les instituteurs publics. Mais les modalités d'application du système ne sont pas simples, sa mise en œuvre technique et juridique est délicate. La loi du 20 juillet 1899 donna une solution qui présentait de graves lacunes ; elle fut critiquée presque aussitôt qu'éditée. La réforme mit longtemps à aboutir : il fallut attendre la loi du 5 avril 1937 pour que les doléances du corps enseignant reçussent satisfaction. Malgré que la loi de 1937 soit très récente, on peut déjà voir ses imperfections et ses lacunes.

Nous devons nous garder par conséquent de présenter le système actuel comme le terme d'une évolution. Bien au contraire nous nous proposons d'insister sur la nécessité d'une réforme. Nous verrions volontiers un nouvel effort législatif intervenir et priver de son caractère d'actualité notre modeste travail.

Nous nous efforcerons dans ces limites, après avoir précisé ce que nous entendons par « accident scolaire » de rechercher les causes de l'accident, qu'elles proviennent du mauvais état des locaux, du fait du maître ou de celui de l'élève et de déterminer les personnes qui peuvent en être victimes : instituteur ou élève.

Envisageant alors les principes de responsabilité nous retracerons l'historique de la question, indiquant les différents états de la législation : code civil, loi du 20 juillet 1899, puis loi du 5 avril 1937.

Nous insisterons sur les motifs qui ont inspiré la rédaction de ce dernier texte, intervenu à la suite de nombreuses demandes du corps enseignant mais peut-être peu conforme encore à ses désirs.

Nous examinerons ensuite au Chapitre IV les règles de la responsabilité civile d'après la loi du 5 avril 1937. Dans ce but, après avoir indiqué quelques généralités, nous envisagerons dans deux sections successives la responsabilité des membres de l'enseignement public et celle des membres de l'enseignement privé ; c'est la première section qui nous retiendra surtout, nous y étudierons la responsabilité des différentes collectivités, Etat, commune, département, la responsabilité de l'instituteur avec l'action récursoire de l'Etat contre son préposé, la responsabilité de l'élève ou de ses parents ainsi que la combinaison des responsabilités, et enfin la répercussion de la nouvelle loi sur les assurances.

Au Chapitre V nous dirons quelques mots de la compétence, de la prescription et de la rétroactivité de la loi du 5 avril 1937.

Après avoir étudié le côté proprement juridique de la question

nous passerons à l'organisation administrative permettant de prévenir les accidents : l'édification de bâtiments modernes conformes aux besoins de l'école, l'amélioration des bâtiments existants.

Dans un VII<sup>e</sup> et dernier Chapitre, nous essaierons de porter un jugement d'ensemble sur le régime actuel, particulièrement sévère pour la victime ou ses parents et de déterminer les obligations que l'Etat devrait normalement assumer relativement à la réparation des accidents scolaires. Ces dommages surviennent en effet à l'occasion de l'éducation de la jeunesse sur laquelle l'Etat exerce une emprise qui va grandissant dans les divers départements ministériels de l'Education nationale, de l'Education physique et de la Santé Publique.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

# Les Causes de l'Accident

---

### Définition de l'accident scolaire

Avant d'entrer au cœur de notre sujet, nous voudrions tout d'abord préciser ce que nous entendons par accident scolaire. Nous ne comprenons pas dans ces termes tout fait susceptible d'entraîner la responsabilité du maître, nous en excluons par exemple les injures, diffamations, ou enseignements portant atteinte aux convictions, ce que nous avons en vue c'est l'accident matériel, portant atteinte à l'intégrité corporelle, physique.

Dans ces limites, nous considérons donc comme accident scolaire tout fait dommageable causé à un élève, à un tiers ou à un instituteur ; et cela que ce soit pendant la scolarité ou dans des œuvres post ou périscolaires. Dans ces deux derniers cas les enfants ou jeunes gens devront avoir été placés sous la surveillance du maître « dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements » (1).

### SECTION I

#### **Le mauvais état des locaux scolaires, leur insuffisance ou leur impropriété.**

Les accidents qui surviennent chaque jour dans les écoles ont des causes multiples.

---

(1) Loi du 5 avril 1937

Le mauvais entretien des locaux scolaires, leur édification ou leur aménagement défectueux constituent autant de dangers pour de jeunes enfants. D'ailleurs la loi du 30 octobre 1886, le décret du 18 janvier 1887 et l'arrêté ministériel du même jour prescrivent à l'Etat de veiller à ce que les locaux des écoles publiques soient en un état tel que les élèves n'y soient exposés à aucun danger.

Néanmoins, il arrive que toutes les précautions nécessaires n'ont pas été prises et nous déplorons alors les accidents qui surviennent.

Les exemples suivants donneront une idée de la diversité et de la complexité des causes de ces accidents.

Une fillette, la jeune Marie-Thérèse Rouly, se fait une blessure au genou en tombant sur des cailloux tranchants, en saillie très accusée dans le sol de la cour de l'école Jules-Ferry à Périgueux (1).

Un élève se blesse grièvement en se heurtant à des branches épineuses placées par ordre de la municipalité autour des arbres de la cour de l'école dans le but de les protéger (2).

Un enfant en se livrant dans la cour de l'école primaire publique de Savigny-sur-Braye, à des jeux par eux-mêmes inoffensifs, butte contre une souche d'ormeau qui dépassait le sol et se crève l'œil gauche en tombant sur un treillage métallique qui fermait une brèche de la clôture de ladite cour (3).

Une élève, en s'approchant du poêle de la classe porté au rouge, enflamme ses vêtements et est grièvement brûlée (4).

Ces accidents auraient pu, certes, être évités si l'entretien de la cour de l'école n'avait pas été défectueux et si le poêle avait été muni d'une grille protectrice, comme le prescrivent les règlements.

Aussi bien le Conseil d'Etat a estimé le 18 juillet 1930, que

---

(1) Conseil d'Etat, 3 fév. 1937; G. P., 1937-1-833.

(2) Trib. civ. de Toulouse, 15 déc. 1906. D. P., 1907-5-21.

(3) Conseil d'Etat, 4 juin 1920. S., 1920, p. 558.

(4) Conseil d'Etat, 22 juillet 1921. S., 1921, p. 751 et Conseil d'Etat, 21 mai 1931. G. P. 1931-2-419. Conseil d'Etat, 8 déc. 1937. G. P. 1938-1-322.

l'accident survenu au jeune Moreau, élève du cours de pré-apprentissage à l'école primaire de la rue Brodu à Paris, qui eut l'index de la main gauche pris dans l'engrenage d'une perceuse et dut, par suite, subir l'amputation d'une phalange, était imputable à l'absence d'organe protecteur de la machine (1).

Nous pourrions ainsi multiplier les exemples.

Le mauvais état des locaux a donc été incriminé par de nombreux arrêts créant une jurisprudence abondante, de même leur insuffisance, leur impropriété ou leur utilisation défectueuse ont entraîné quelques décisions, plus rares certes, mais parmi lesquelles il est intéressant de relever l'arrêt ci-après, rendu le 15 mars 1933 par le Tribunal civil de Nancy (2) au sujet de l'accident survenu à un élève d'une école privée durant une récréation, alors que les enfants appartenant à plusieurs classes et d'âge divers étaient réunis, au nombre de 80 environ, dans une cour mesurant une vingtaine de mètres de longueur sur 35 mètres de largeur. Le mélange d'enfants dans un emplacement très restreint présentait le double inconvénient de les exposer à des bousculades ou à des collisions et de ne pas permettre à leurs maîtresses respectives d'exercer une surveillance efficace sur leurs ébats et leurs jeux, tandis qu'une organisation plus rationnelle de l'école aurait pu normalement les préserver de ces genres d'accidents (3).

C'est pourquoi la séparation des petits garçons et des petites filles pendant les récréations est recommandée afin de prévenir tout accident, car les écoliers sont généralement plus vigoureux, plus turbulents, plus brutaux même que les petites filles du même âge.

Ainsi, aux termes d'une circulaire en date du 18 janvier 1887 (art. 35) et applicable aux écoles mixtes, la cour de récréation doit

---

(1) Conseil d'Etat, 18 juillet 1930. S., 1930, p. 769.

(2) Recueil Dijon-Nancy-Besançon, 1933, p. 142.

(3) V. dans le même sens Nîmes, 21 mai 1917, Gaz. Trib., 1918-2-248.

être divisée par une claire-voie de façon que les garçons et les filles puissent jouer et s'ébattre séparément. Cette prescription a été rappelée par une circulaire du 31 août 1933, pour l'application de la loi du 12 février 1933 relative à la gémiation des écoles primaires élémentaires.

Bien que ces textes administratifs aient été édictés pour l'enseignement primaire, il semble qu'il y ait lieu, à raison de l'identité des risques, d'en faire état en cas d'accident survenu dans un établissement secondaire.

Dans un autre ordre d'idées, le Tribunal civil de Toulouse a jugé le 24 mars 1919 (1) qu'un atelier-école d'apprentissage a une disposition présentant des dangers, notamment lorsque, pour accéder à l'armoire aux outils, il faut passer devant une table où se martèlent les pièces d'acier incandescent, l'accident qui survient étant alors imputable à la mauvaise installation de l'atelier (2).

Ainsi les locaux scolaires, par leur insuffisance, leur exigüité, leur impropriété sont générateurs en eux-mêmes d'accidents nombreux entraînant une importante jurisprudence. Mais heureusement il est possible d'en prévenir la répétition en effectuant des transformations ou des améliorations dont ces accidents ont justement permis de déceler la nécessité et même l'urgence.

Les collectivités propriétaires d'écoles poursuivent depuis une dizaine d'années de très sérieux efforts pour améliorer les bâtiments existants et en faire construire au besoin de nouveaux.

On trouvera à cet égard au Chapitre VI l'exposé des mesures et précautions que les pouvoirs publics ont prévus dans cet ordre d'idées.

---

(1) Gaz. Trib. Midi du 6 juillet 1919.

(2) La distinction des compétences en ce qui concerne les tribunaux qui sont appelés à statuer sur la réparation des accidents survenus dans les écoles sera faite plus loin (Chap. V).

## SECTION II

## Le fait de l'élève

Le plus grand nombre des accidents scolaires est occasionné par les élèves, par leurs maladresses, leurs imprudences, la violence de leurs jeux et c'est la raison pour laquelle ils présentent parfois un caractère soudain et imprévisible rendant souvent illusoires les précautions prises et ne laissant à l'Etat que la possibilité de les réparer, à condition toutefois qu'une faute puisse être relevée contre l'instituteur ou que le fait dommageable soit imputable au mauvais fonctionnement du service public.

Ces accidents sont d'ailleurs des plus divers et vont de la simple égratignure jusqu'au cas mortel.

Si nous consultons les statistiques, nous trouvons sur 3.377 accidents déclarés au cours de l'année 1934 :

|                                                                             |        |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------|
| Accidents mortels .....                                                     | 20     |
| Blessures à l'œil (œil crevé : 10) .....                                    | 223    |
| Blessures à la tête .....                                                   | 361    |
| Blessures aux membres supérieurs .....                                      | 1.140  |
| Blessures aux membres inférieurs .....                                      | 816    |
| Abcès, phlegmons, tétanos, suite de coups .....                             | 23     |
| Plaies pénétrantes, coupures .....                                          | 192    |
| Clous, sous, crayons (introduits dans l'estomac, le nez et l'oreille) ..... | 63 (1) |

L'analyse de la jurisprudence permet de classer ces accidents en deux grandes catégories :

A. — Accidents causés à l'élève par lui-même.

B. — Accidents causés par l'élève à un autre élève.

Dans la première catégorie, l'élève se confond avec la victime.

---

(1) Cf. *Thèse Devillers*, op. cit. p. 8.

Nous pourrions à ce sujet citer une multitude d'arrêts.

Le jeune Florendeau, élève à l'école publique de Dangé, porte des bûches de la rue dans la cour de l'école, il glisse sur le ciment du couloir et dans l'effort qu'il fait pour se relever, s'étant retourné brusquement, se heurte le visage contre le morceau de bois que porte à l'épaule son camarade Bonneau, sans qu'aucun mouvement maladroit ni intempestif puisse être reproché à ce dernier (1).

Un élève d'une école pratique de commerce et d'industrie, ayant commis l'imprudence de ne pas mettre de lunettes protectrices se blesse pendant qu'il exécute des travaux de burinage (2).

Un jeune homme, au cours d'une baignade, se noie alors qu'il a franchi la limite que lui avait assignée le surveillant (3).

Par contre, aucune faute ne peut être relevée contre l'élève ni même contre l'instituteur au sujet de l'accident survenu au jeune Durand, au cours du jeu dit de la « guerre » auquel il se livrait avec ses camarades, sur les glacis du fort Sainte-Foy. En effet cet accident ne peut être imputé qu'au cas fortuit car ces glacis étaient choisis d'une façon habituelle par les maîtres de pension ou les directeurs de patronage pour permettre aux enfants de prendre leurs ébats et aucun accident ne s'y était produit jusque là. Le fait dommageable dont fut victime le jeune Durand ne pouvait donc être prévu et selon toute vraisemblance, l'enfant est tombé sur un débris isolé qui avait été jeté en cet endroit et dont le surveillant ne pouvait soupçonner la présence (4).

Accidents causés par l'élève à un autre élève :

M. Bernardbeig, dans son discours de rentrée à la Cour de Limoges en 1896, déclarait très justement : « Chez l'enfant, tout

---

(1) Cass. civ., 11 juill. 1933. G. P., 1933-2-521. S. 1939, p. 333.

(2) Conseil d'Etat, 12 mai 1926. G. P., 1926-2-290. — Comp. Conseil d'Etat, 9 juillet 1929. G. P. 1929-2-686.

(3) Bourges, 1<sup>er</sup> fév. 1927 et sur pourvoi Cass. Req., 18 fév. 1929. G. P., 1929-1-821.

(4) Trib. civ. Lyon, 21 déc. 1929. Mon. Jud. Lyon, 2 mai 1930.

est prompt, foudroyant, inattendu ; rien n'annonce le coup de pierre qui atteint le camarade, et la plume d'acier s'enfonce dans l'œil du voisin avec la rapidité de l'éclair. L'instantanéité du fait triomphe des précautions et de la *diligence* des maîtres. Très nombreux sont les accidents motivés par une sorte d'action réflexe arrivés en présence même de l'instituteur le plus zélé, accidents qu'il a été humainement impossible de prévenir ou d'empêcher ».

Cette difficulté de prévoir ou d'empêcher les accidents de cette nature apparaît d'une manière saisissante dans les quelques exemples qui vont suivre :

Le jeune Boufassa, élève à l'école de préservation dite « Théophile Roussel » sise à Montesson, est giflé par un petit camarade dont la main qui frappait tenait un porte-plume. La plume pique le cuir chevelu dans la région précédemment atteinte par une chute qu'avait faite la victime quelques jours avant et provoque une septicémie consécutive à suppuration du cuir chevelu qui entraîne la mort de l'enfant (1).

Un élève, au cours du jeu inoffensif des « barres », s'étant pris de querelle avec un camarade lui lance tout à coup un caillou et le blesse à l'œil (2).

Le jeune Rivet, élève du Lycée de Lorient, est atteint à l'œil au cours d'une récréation, par une balle de caoutchouc. Cette balle avait été lancée contre un mur par un autre élève jouant à la pelote basque et n'atteignit la victime que par ricochet (3).

Mais il arrive parfois que l'accident aurait pu être évité, si l'instituteur n'avait pas négligé de prendre toutes les précautions nécessaires et avait fait preuve d'une surveillance plus attentive. Ces négligences et ces imprudences constituent les omissions fau-

---

(1) Paris, 23 janv. 1937. G. P. 1937-1-643.

(2) Trib. civ. Thonon, 25 nov. 1932. Gaz. Trib. 25 fév. 1933. — Comp. Douai, 25 janv. 1932. Rec. Douai, 1932, p. 96.

(3) Rennes, 15 déc. 1921. D. P., 1922-2-119.

tives dont le maître peut se rendre coupable ; elles feront l'objet de la Section III du présent chapitre.

### SECTION III

#### Le fait du maître

Il faut entendre cette expression dans un sens large, englobant non seulement les faits positifs, très rares certes, résultant d'un acte de violence commis par l'instituteur, mais encore les omissions fautives, les mouvements brusques dont il peut se rendre coupable sans en prévoir les conséquences possibles.

C'est d'ailleurs là le sentiment de M. Jean Appeton, avocat à la Cour d'appel de Paris, qui déclare notamment : « Les fonctionnaires publics seront responsables non seulement de leurs actes, mais encore de leur inaction, lorsqu'elle sera coupable et présentera ainsi les caractères du fait personnel ci-dessus défini ». (1)

En ce qui concerne les mauvais traitements infligés par l'instituteur à ses élèves, il lui est formellement interdit, sous la sanction de peines disciplinaires et même de peines prévues par le Code pénal (2), d'user de châtiments corporels.

Ce principe est édicté en termes impératifs par le règlement scolaire pris en application de l'arrêté ministériel du 18 janvier 1887 qui prescrit notamment : « Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont : les mauvais points, la réprimande, la privation partielle de la récréation, la retenue après la classe sous la surveillance du maître, l'exclusion temporaire » (art. 19).

« Il est absolument interdit d'infliger aucun châtimement corporel » (art. 20).

---

(1) J. APPLETON, *Traité élémentaire du contentieux administratif*, p. 236.

(2) Art. 311 et 312 du C. P. et loi du 19 avril 1898 sur la répression des voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, ajoutée à l'art. 312 C. P.

Ce règlement sans doute ne lie pas les juges qui sont libres d'arbitrer à leur choix quand ils doivent sévir ou non.

En fait cependant, leurs décisions témoignent de leur désir de considérer ce règlement comme un minimum d'obligation imposé à l'instituteur.

Les exemples de voies de fait sont peu nombreux. Nous pouvons citer néanmoins quelques décisions.

Au sens de l'article 1384 § 4 du Code civil, toute personne qui se charge à titre onéreux ou gratuit de l'instruction, de l'éducation ou de la surveillance des enfants d'autrui, doit être considérée comme instituteur. Notamment le prêtre qui, au cours d'une leçon de catéchisme, porte des coups à un enfant lui provoquant ainsi un saignement de nez, tombe sous l'application de l'article 312 du Code pénal (1).

De même la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, le 18 janvier 1889, statuant sur pourvoi d'une décision du Tribunal de simple police de Toulouse, du 4 août 1888, a condamné l'institutrice qui avait jeté de l'eau froide sur le corps d'une élève, l'avait liée les mains derrière le dos, lui avait attaché les pieds à une table et l'avait ainsi laissée, les vêtements mouillés, pendant un temps prolongé (2).

En effet, si le maître est armé d'une certaine autorité pour maintenir l'ordre, il ne lui est pas permis d'abuser de son droit et de se servir de cette autorité pour maltraiter les enfants qui lui sont confiés.

En dehors des voies de fait auxquelles il se livre parfois sur ses élèves et qui donnent lieu à des poursuites pénales devant les tribunaux répressifs, l'instituteur peut, par un fait inconsideré qui révèle alors un manque de précautions et de prudence, provoquer lui-même un accident.

---

(1) Trib. cor. Cosne, 24 janv. 1900. Gaz. Trib. 31 mars 1900.

(2) Cass. Crim. 18 janv. 1889 Dalloz Sup. au Rép. V<sup>o</sup> Crimes et délits contre les personnes, p. 422, note 3.

C'est ainsi que le 18 juin 1935, la dame Fournier, institutrice à l'école publique de Berrie, par suite d'un mouvement brusque, blessa à l'œil avec son porte-plume, un de ses élèves, le jeune Bonnefond (1).

De même la Cour de Besançon a estimé, le 7 décembre 1933, que commet une imprudence entraînant sa responsabilité personnelle l'instituteur qui, s'approchant derrière un jeune élève, place inopinément une baguette sur la main de celui-ci sans l'avoir prévenu et provoque un mouvement de surprise ou de peur dans lequel l'enfant se blesse (2).

Les accidents ci-dessus rapportés ont été occasionnés par le fait positif du maître résultant d'un acte de violence ou d'un mouvement brusque dont il s'est rendu coupable sans en prévoir les conséquences dommageables.

Beaucoup plus nombreux, certes, sont les accidents imputables aux omissions fautives du maître, c'est-à-dire à son défaut de surveillance, à son absence non motivée, à sa négligence ou à son imprudence.

Ainsi, on doit considérer qu'il y a négligence de l'instituteur dans le cas où un enfant a été victime d'un accident causé par la faute d'un élève qui, en fermant précipitamment la porte des W.C., a déterminé une grave blessure aux mains de la victime. La négligence de l'instituteur résulte de ce fait qu'aucune surveillance n'était exercée à proximité de la victime et de l'auteur de l'accident au moment où celui-ci s'est produit, alors d'ailleurs que la présence d'un surveillant et ses conseils auraient empêché l'auteur d'agir, dans un endroit mal éclairé, avec la brusquerie qui a été la cause de l'accident (3).

De même la première Chambre de la Cour d'Appel de Caen a

---

(1) Poitiers, 29 juin 1936. D. H. 1936, p. 502.

(2) Besançon, 7 déc. 1933. S. 1934-2-52. Rec. Dijon-Nancy-Besançon, 1934, p. 23.

(3) Paris, 16 février 1933. Gaz. Trib., 4 avril 1933.

jugé, le 16 avril 1934 (1), sur appel d'un jugement rendu le 26 juillet 1933 par le Tribunal civil de Falaise, que le jet d'une pierre par un élève dans la cour de l'école, au moment où les enfants venaient de prendre leurs rangs pour la sortie, n'est pas un geste qui, par définition, échappe à toute surveillance, alors que celle-ci pouvait d'autant mieux s'exercer qu'elle portait sur un nombre restreint d'élèves groupés dans un espace relativement réduit, en sorte qu'aucun de leurs actes ne pouvait échapper à la vigilance de leurs maîtres.

Dans le même ordre d'idées, le fait pour un instituteur public de laisser, loin de sa surveillance, un instrument d'un maniement dangereux (dans l'espèce une hachette pour fendre le bois) à la portée d'enfants jeunes et inexpérimentés, constitue une faute personnelle se détachant de sa fonction et engageant sa responsabilité si un élève se blesse en maniant cet instrument (2).

Il ressort de l'exposé qui précède que l'éducateur de la jeunesse a une tâche des plus délicates à remplir et doit faire preuve, à tous les instants, de la vigilance la plus stricte.

En effet, l'emprise de l'Etat sur la jeunesse s'avère chaque jour plus étroite; l'évolution et l'extension des activités scolaires en témoignent. Le développement de l'enseignement primaire, secondaire, technique, professionnel, agricole, des œuvres post et péri-scolaires, la pratique des sports, ont créé l'Ecole Moderne qui, en éloignant l'enfant de plus en plus de sa famille, tend à le placer sous la tutelle de l'Etat et à renforcer ainsi le devoir de surveillance de l'instituteur.

---

(1) Gaz. Pal., 1934-2-15. Gaz. Trib., 7 août 1934.

(2) Cass. Req., 28 avril 1933. G. P., 1933-2-52. S., 1933-1-253.



## CHAPITRE II

---

### La Victime de l'Accident

---

Nous avons montré dans les développements qui précèdent la diversité et la complexité des causes des accidents survenus dans les écoles.

Examinons maintenant quelles en sont les victimes.

L'accident peut survenir à l'instituteur, à un élève ou à un tiers.

En ce qui concerne le tiers, la loi du 5 avril 1937 ne joue pas si le dommage lui a été causé par l'instituteur lui-même, mais seulement si l'accident a été provoqué par un des élèves placés sous la surveillance du maître. Les cas de dommages causés aux tiers n'ayant pas fait l'objet d'une abondante jurisprudence, nous nous étendrons seulement sur les deux hypothèses de l'accident survenu à un instituteur ou à un élève.

#### SECTION I

##### L'Instituteur

Le personnel enseignant peut quelquefois être victime d'un accident provoqué par un mouvement brusque, un geste violent d'un élève.

Les décisions des tribunaux relatives à ces accidents sont assez rares. Il nous suffira de citer l'arrêt du 17 juillet 1936, de la 7<sup>e</sup>

Chambre de la Cour de Paris (1), rendu sur appel d'un jugement du Tribunal civil de Chartres du 16 mai 1935. Il s'agissait de l'accident survenu à Lecoin, professeur au Lycée Marceau, à Chartres, heurté et renversé par un élève qui, étant en retard sur le mouvement de ses condisciples, accourait rapidement pour les rejoindre dans la classe du professeur Nivet, avec lequel Lecoin venait d'avoir un entretien.

Le 4 novembre 1921, la première Chambre de la Cour de Paris (2), sur appel d'un jugement rendu le 15 février 1919 par le Tribunal civil de la Seine, statuait également sur un accident survenu à un membre du personnel enseignant. Mlle Catherine, institutrice à l'école communale de filles de la ville de Sceaux, vérifiait les plumes de ses élèves, lorsque l'une d'elles, en lui présentant son porte-plume, lui enfonça d'un mouvement brusque, dans l'index de la main droite, la plume qui y était fixée et dont une pointe était cassée ; un phlegmon se déclara et produisit une ankylose de la main.

A ce sujet, il faut tenir compte de la personnalité de la victime, car selon qu'il s'agira de l'instituteur ou de l'élève, la responsabilité de l'Etat sera ou non substituée à celle du personnel enseignant.

Sous le régime antérieur à la loi de 1937, la Cour d'appel de Paris, dans l'arrêt sus-visé du 4 novembre 1921, rappelle en effet que la loi du 20 juillet 1899 n'a fait que déplacer la responsabilité née de la présomption de faute, en la transportant à la charge de l'Etat ; cette loi vise exclusivement le cas où l'instituteur peut être poursuivi comme civilement responsable du fait d'autrui, et en conséquence la demanderesse (en l'espèce la demoiselle Catherine) ne saurait prétendre qu'elle pouvait être actionnée comme civilement responsable du dommage que lui avait causé la jeune

---

(1) Gaz. Trib. 17 nov. 1936.

(2) D. P., 1924-2-8.

Perrault. La Cour conclut que l'Etat ne peut donc lui être substitué et que c'est à tort que la demanderesse base son action sur la loi du 20 juillet 1899 (1).

Mais il n'en est pas de même lorsque l'instituteur victime de l'accident n'était pas chargé de la surveillance de l'élève, auteur du dommage, car dans ce cas l'instituteur peut être considéré comme un tiers et la responsabilité de l'Etat est mise en jeu (2). Les solutions paraissent devoir être les mêmes sous le régime de la loi du 5 avril 1937.

## SECTION II

### L'Elève

Si l'instituteur peut parfois être victime d'un accident au cours de l'exercice de ses fonctions, il n'en est pas moins vrai que, dans la généralité des cas, la victime de l'accident est l'élève, soit que celui-ci se blesse lui-même, soit que le fait dommageable lui ait été causé par un condisciple.

Les enfants sont, en effet, en raison de leur âge, turbulents, imprudents et, par suite, exposés plus que les grandes personnes aux accidents. C'est pour prévenir ces derniers que le maître doit déployer une extrême vigilance, le moindre relâchement dans la surveillance pouvant être la cause plus ou moins directe du fait dommageable, alors que la seule présence de l'instituteur est de nature à l'empêcher (3).

Mais il arrive aussi que le fait dommageable est dû à la seule faute de la victime.

L'élève dont l'œil est crevé par la plume tenue par un camarade,

---

(1) Une action pouvait être intentée en vertu d'autres lois, celle du 9 avril 1898, par exemple.

(2) Paris, 17 juil. 1936, op. cit.

(3) Conf. ci-dessus, Caen, 16 avril 1934; Paris, 16 février 1933.

alors qu'il a profité d'un moment d'inattention de l'instituteur pour commettre un acte d'indiscipline qu'aucune précaution ou vigilance n'eût pu empêcher, est en conséquence responsable de l'accident dont il est victime. Il serait injuste, en effet, d'en faire supporter les conséquences à l'instituteur ou à l'Etat qui lui est substitué, puisqu'aucune faute ne peut être relevée contre son préposé (1).

De même, la responsabilité de l'instituteur ne peut être engagée lorsque l'élève fait une chute pendant une récréation surveillée, au cours d'un jeu qui n'a jamais été interdit aux enfants et ne présente aucun danger (2).

La distinction entre la victime et l'auteur du dommage, d'une part, et la victime qui est *en même temps* l'auteur du dommage, était capitale sous l'empire de la loi du 20 juillet 1899. Mais aujourd'hui, par application de la loi du 5 avril 1937, la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur, alors même que l'enfant ou le jeune homme se sera causé à lui-même un dommage, tandis que sous le régime antérieur (loi du 20 juillet 1899) la responsabilité de l'Etat ne jouait que dans le cadre de la présomption de faute (art. 1384 ancien C.C.), c'est-à-dire dans le cas où le dommage était causé à un élève ou à un tiers *par un autre élève*.

L'accident survenu à un élève sans le fait d'un autre relevait uniquement des articles 1382 et 1383 du Code civil et la faute de l'instituteur devait être prouvée par la famille de la victime, conformément au droit commun.

Nous reviendrons sur ces points au chapitre IV.

Ainsi, après avoir étudié les causes et la victime de l'accident, nous arrivons à rechercher le responsable, c'est-à-dire celui qui, en toute justice, doit en assurer la réparation. A ce sujet, l'étude historique des différents états de la législation s'impose ; ce sera l'objet de notre chapitre III.

---

(1) Paris, 18 nov. 1933. D. H. 1933, p. 122.

(2) Req. 25 juin 1936. D. H. 1936, p. 410.

### CHAPITRE III

---

## Les différents états de la législation

---

### SECTION I

#### Code Civil

La responsabilité civile consiste dans l'obligation de réparer, par une indemnité proportionnée au dommage, le préjudice causé à autrui par un fait personnel ou résultant du fait des personnes et des choses dont on doit répondre.

Le principe même de la responsabilité se trouve énoncé dans les articles 1382 et 1383 du Code civil :

« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » (1).

« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » (2).

Cette responsabilité, qui suppose l'existence d'une faute imputable à l'auteur du dommage, est appelée : responsabilité directe.

A côté de cette responsabilité directe, l'article 1384 du même Code a édicté une responsabilité indirecte contre certaines personnes, à raison de faits dommageables provoqués non par elles, mais

---

(1) Art. 1382.

(2) Art. 1383.

par des personnes ou des objets plus ou moins placés sous leur autorité ou leur dépendance.

Ainsi l'article 1384 dispose notamment :

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ».

Le texte applique d'abord ce principe au père et à la mère après le décès du père, quant aux faits de leurs enfants mineurs habitant avec eux ; puis aux maîtres et commettants, pour les dommages causés par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ; enfin aux instituteurs et artisans dans les termes suivants :

« Les instituteurs et les artisans sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ».

Et l'article se termine par cette restriction importante, qui atténue équitablement la rigueur du principe :

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ».

Ainsi les rédacteurs de l'article 1384 C.C., après avoir posé le principe d'une présomption de faute à l'encontre des parents, au cas de dommage causés par leurs enfants, ont édicté une règle analogue en ce qui concerne les instituteurs pour les dommages causés par les élèves.

La jurisprudence, dégageant les conditions de cette responsabilité, décide que l'instituteur est présumé responsable de l'accident causé par un élève à un autre élève ou à un tiers pendant le temps où les élèves sont sous sa surveillance.

Pour échapper à la responsabilité qui pèse sur eux, ceux qui sont visés par la loi doivent prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait

qui donne lieu à la responsabilité (art. 1384, dernier paragraphe).

« La loi n'exige sans doute point, dit Larombière, une impossibilité absolue. Il suffit que les instituteurs aient fait, pour empêcher et prévenir le délit ou quasi-délit, tout ce qui était humainement possible de faire.

« Mais il ne suffirait pas, pour s'y soustraire, de prouver que le fait dont ils sont de droit civilement responsables, a eu lieu hors de leur présence, à leur insu, en leur absence, car leur responsabilité serait le plus souvent illusoire; en fait, elle n'existerait presque jamais. Ils doivent donc prouver autre chose et établir en outre qu'ils ont assidûment surveillé la conduite de ceux dont ils répondent. Ils doivent établir qu'il n'y a eu de leur part ni faute, ni imprudence, ni négligence qui aient précédé ou accompagné le fait et sans lesquelles il ne serait pas arrivé.

« Ce point dépend au surplus des circonstances et les tribunaux ont à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation » (1).

Cette présomption de faute de la part de l'instituteur paraît être une dérogation au droit commun selon lequel chacun n'est responsable que de sa faute ; mais cette dérogation est bien plus apparente que réelle. La personne rendue responsable en vertu de l'article 1384 C.C. doit veiller sur la conduite de celui dont elle répond et l'empêcher de causer à autrui des dommages. Cette obligation lui est imposée parce qu'elle a sur eux l'autorité nécessaire pour les retenir dans les limites du devoir. C'est une tâche qu'elle assume en acceptant ses fonctions, et si elle ne la remplit pas, elle est en faute et c'est de cette faute qu'elle sera punie.

Cette responsabilité n'a rien de contraire au principe de la personnalité des fautes. Elle a, en effet, sa source dans une faute personnelle *culpa in eligendo* ou *in vigilando*, mauvais choix ou défaut de surveillance de la personne qui doit veiller sur la con-

---

(1) LAROMBIÈRE, *Théorie des Obligations*, T. V. p. 764.

duite d'autrui et empêcher le dommage que l'inexpérience ou la malice de celui-ci pourrait causer.

L'article 1384 du Code civil imposait ainsi aux membres de l'enseignement une lourde charge en les rendant responsables *de plano* du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils étaient sous leur surveillance ; il pouvait leur être très difficile de faire la preuve contraire.

Or, à la suite de quelques condamnations qui avaient été prononcées contre certains maîtres d'écoles publiques et qui avaient paru excessivement rigoureuses et même iniques (1), une campagne de presse fut entreprise par les instituteurs publics, en vue d'obtenir la restriction, et même la suppression en ce qui les concernait, de l'application de l'article 1384 C.C.

Le corps enseignant faisait ressortir notamment que par l'effet des lois des 16 juin 1881, 28 mars 1882 et 30 octobre 1886 qui avaient établi la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire, l'Etat était devenu l'instituteur primaire de toute la France. Les instituteurs choisis et nommés par lui étaient essentiellement ses préposés. Ils n'avaient du reste le choix ni de leur local, ni de leur personnel. Dans ces conditions, la responsabilité que leur infligeait l'article 1384 C.C. était exorbitante, car la situation des instituteurs publics n'était plus la même que celle des instituteurs privés, et en conséquence la responsabilité de l'Etat devait être substituée à la leur.

Aussi le Parlement reconnut-il la nécessité de modifier la législation existante. Diverses propositions furent déposées que nous nous bornerons à rappeler.

---

(1) Affaire de Fontenay-sous-Bois, Trib. cor. Seine, 23 janvier 1892. D. P. 1893-2-490, S. 1899-2-138 ; affaire de la Souterraine, Limoges, 1<sup>er</sup> mai 1895, rendu sur appel du jugement du tribunal civil de Guéret du 18 décembre 1894, S. 1895-2-139.

*Proposition Malzac (1896)*

Tout d'abord, la proposition Malzac (1) délimitait nettement le temps pendant lequel les élèves des établissements publics d'enseignement seraient présumés être sous la surveillance de leurs maîtres. Elle créait une enquête administrative qui avait pour but de rechercher, aussitôt après l'accident, ses causes et les conditions dans lesquelles il s'était produit. Enfin, la Caisse nationale d'assurances contre les accidents, instituée par la loi du 11 juillet 1868, serait autorisée à contracter avec les membres de l'enseignement public, pour les décharger de leur responsabilité.

*Proposition Hubbard (1896)*

La seconde proposition, déposée par M. Hubbard le 26 mars 1896 (2), modifiant profondément l'article 1384 en établissant le renversement de la preuve en faveur des membres de l'enseignement public; la présomption de faute disparaissait donc pour eux, mais subsistait pour les instituteurs privés.

*Projet Lavy (1896)*

Enfin, M. Lavy (3) demandait que « pour les écoles publiques, l'Etat seul soit civilement responsable », et il déclarait également que la partie plaignante « devra établir devant les tribunaux compétents que l'accident aurait pu être évité par une surveillance plus active de la part de l'instituteur et qu'elle a éprouvé un préjudice matériel ».

Le projet Lavy, qui avait reçu l'agrément du Gouvernement (4) fut voté par la Chambre, sans débat, le 21 mars 1898. Ce projet,

---

(1) 13 mars 1896. Doc. parl. Ch. Dép., annexe n° 1837, p. 283.

(2) Doc. parl. Ch. Dép., 1896, annexe n° 1898, p. 396.

(3) J. O., 28 mars 1896, Doc. parl. Ch. Dép., annexe n° 1899.

(4) Déclaration de M. Darlem, garde des Sceaux, séance de la Commission de Réforme judiciaire, 10 juin 1896.

qui substituait la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs, devint l'article premier de la future loi.

Le Sénat, saisi à son tour, présenta un article additionnel sur la compétence qui devint l'article 2.

Les deux articles acceptés par les deux assemblées formèrent la loi du 20 juillet 1899, qui fut insérée à la suite de l'article 1384 C.C. et ainsi libellée :

ARTICLE PREMIER. — Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement primaire.

ART. 2. — L'action en responsabilité contre l'Etat sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département.

## SECTION II

### Loi du 20 juillet 1899

Il est indéniable que cette loi améliorait sensiblement la situation des membres de l'enseignement public.

La responsabilité de l'Etat était désormais substituée à celle des instituteurs lorsque ceux-ci étaient présumés responsables du dommage causé par un de leurs élèves.

Mais lorsque l'enfant s'était causé un dommage à lui-même, la substitution ne jouait plus et il en était de même dans le cas de faute prouvée (1).

En effet, la loi du 20 juillet 1899 n'avait modifié que l'article 1384 et le principe des articles 1382 et 1383 demeurait intact.

L'instituteur pouvait en outre être mis en cause par la victime ou ses ayants droit, qui basaient leur action sur les articles 1382

---

(1) Conf. les déclarations du rapporteur du Sénat, J. O. du 22 mars 1899, Déb. parl. et la *Thèse de M. Vivarès*, Montpellier, 1927, p. 56.

et 1383 du Code civil. En fait, l'assignation était donnée à la fois contre l'Etat sur le fondement de l'article 1384 (faute présumée) et contre l'instituteur sur le fondement des articles 1382 et 1383 ; (faute prouvée). C'est ce que déclarait notamment M. Uhry, le 29 mars 1927, dans son rapport à la Chambre des députés (1) : « Toutes les fois que dans un établissement scolaire il se produit, soit un accident de personne, soit un fait d'où résulte un dommage matériel, quelles que soient les circonstances, les membres de l'enseignement public sont toujours mis en cause, alors même que leur responsabilité ne saurait être considérée comme sérieusement engagée. Ils se trouvent ainsi, au grand détriment de leurs travaux et de leur patrimoine, obligés de suivre les instances, d'engager des dépenses trop onéreuses pour se défendre en justice ».

De plus, la responsabilité de l'Etat n'était substituée à celle des instituteurs que durant les heures où la *loi scolaire* plaçait les enfants sous la surveillance de ces derniers, et si un accident se produisait en cours de missions accessoires, telles que direction de promenades ou de colonies de vacances, cantines scolaires, internats, cours d'adultes, seule la responsabilité de l'instituteur était en jeu, et c'est à celui-ci seul qu'incombait la réparation du dommage.

A noter enfin que, lorsque l'Etat était substitué à l'instituteur, il n'en gardait pas moins la possibilité d'exercer contre ce dernier, une action récursoire, dans le cas où il parviendrait à prouver que l'accident était imputable à une faute personnelle du maître.

Quant à la détermination de la compétence des Tribunaux civils (art. 2 de la loi du 20 juillet 1899), nous y reviendrons plus loin (Ch. V).

Cette analyse succincte de la loi du 20 juillet 1899 montre que « si elle a amélioré à certains égards le régime antérieur, elle était loin de garantir aux instituteurs publics la sécurité complète, puis-

---

(1) Annexe n° 4.227

qu'elle les laissait toujours exposés aux risques d'un procès et qu'elle ne les déchargeait que d'une partie des responsabilités qu'ils pouvaient encourir du fait de leurs élèves (1).

En résumé, la loi de 1899, déclarait très judicieusement M. de Monzie (2), n'avait répondu ni aux vœux de ceux qui l'avaient votée, ni à l'espoir de ceux qui devait en bénéficier ».

Aussi, les défauts de cette loi ne tardèrent pas à se révéler.

### SECTION III

#### Historique de la loi du 5 avril 1937

Dès 1905, M. Pierre Dupuy, député de la Gironde, déposait une proposition tendant à réformer le texte de la loi du 20 juillet 1899.

#### *Proposition Dupuy (1905)*

M. Dupuy (3) faisait remarquer fort justement que l'évolution de l'enseignement depuis le Code civil ne permettait plus d'assimiler le maître au père de famille ; il demandait, en conséquence, que la responsabilité des instituteurs ne soit engagée que « s'il est prouvé par la partie plaignante qu'il y a défaut de surveillance ».

La présomption de faute établie par l'article 1384 disparaissait ainsi, aussi bien pour les membres de l'enseignement public que pour ceux de l'enseignement privé ; au contraire, la proposition de M. Hubbard, déposée le 28 mars 1896 (4), ne prévoyait le renversement de la preuve qu'en faveur des seuls instituteurs publics.

En outre, M. Dupuy demandait que les instituteurs publics ne pussent être mis en cause directement par la partie lésée, l'Etat possédant seul un recours contre eux pour faute personnelle.

---

(1) Conf. rapport de M. UHRY, loc. cit.

(2) Conf. *Revue politique et parlementaire*, t. XLIV, p. 258.

(3) Séance du 27 mars 1905. Doc. parl. Ch. Dép., p. 368, annexe n° 2.349.

(4) Conf. *supra*, p. 25.

Il faut voir dans ces travaux l'amorce même du texte de la loi du 5 avril 1937 qui en conservera les dispositions essentielles.

*Proposition Michel (1905)*

La même année, le 27 mai (1), M. Henri Michel, député, avait déposé un autre texte. Cette proposition, à notre avis, manquait de clarté : elle ne fixait pas la responsabilité encourue par les maîtres de l'enseignement privé, et n'indiquait pas dans quelle mesure la responsabilité de l'Etat dégageait celle de ses préposés, notamment en ce qui concerne les œuvres post et périscolaires.

En outre, et cette disposition se retrouve dans la loi du 5 avril 1937, la responsabilité civile de l'Etat jouait non seulement en cas de dommage causé à un élève par le fait d'un autre, mais encore dans le cas où l'élève se blessait lui-même sans intervention de quiconque.

*Projet Cruppi (1906)*

La proposition de M. Henri Michel fut reprise et refondue par M. Cruppi (2) qui la compléta et précisa les divers cas de responsabilité de l'Etat.

*Projet Millerand (1906)*

Au mois de novembre 1906, M. Millerand (3) avait déposé un projet de loi assimilant les accidents scolaires aux accidents du travail et prévoyant pour leur réparation des règles analogues à celles édictées par la loi du 9 avril 1898.

Il serait inutile aujourd'hui de souligner le caractère arbitraire de cette comparaison qui n'avait pas d'ailleurs échappé entière-

---

(1) 27 mai 1905. Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 2.468, p. 550.

(2) 5 février 1906. Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 2.962, p. 46.

(3) Commission extra-parlementaire instituée auprès du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, nov. 1906.

ment à l'auteur du projet, puisqu'il devait au préalable admettre que les élèves étaient réputés titulaires d'un salaire annuel de 5.400 francs.

Ce projet n'a laissé aucune trace dans la législation actuelle, qui n'en a retenu ni le principe ni la moindre modalité.

*Seconde proposition de M. Dupuy (1906)*

M. Pierre Dupuy (1) avait modifié son premier texte qui, renvoyé à la Commission de la réforme judiciaire, fut l'objet du rapport Chastenet, déposé une première fois le 26 mai 1909 et repris dans la législature suivante le 6 décembre 1911.

L'auteur de la proposition prévoyait notamment que les instituteurs privés auraient leur responsabilité engagée toutes les fois qu'ils ne pourraient prouver l'impossibilité où ils s'étaient trouvés d'empêcher le fait dommageable.

Le texte prévoyait la responsabilité de l'Etat dans le cas d'accident survenu au cours des heures de scolarité réglementaire et pendant les heures de fonctionnement des œuvres complémentaires de l'école dûment autorisées.

L'Etat pouvait s'exonérer de sa responsabilité en prouvant que la surveillance de ses préposés avait été sérieuse et régulière.

Le personnel enseignant ne pouvait être mis en cause. Cependant, au cas de faute personnelle et lourde du préposé, l'Etat pouvait exercer un recours contre lui, mais seulement lorsque les condamnations prononcées étaient devenues définitives.

Cette intéressante proposition qui ne fut pas, semble-t-il, sans influencer sur les travaux ultérieurs des assemblées législatives, ne fut pas cependant discutée à l'époque de son dépôt.

---

(1) J. O., 16 juin 1906, Doc. parl. Ch. Dép., annexe n° 85.

*Proposition de MM. Alexandre Blanc, Betoulle, Bedouce*

Notons encore la proposition de MM. Alexandre Blanc, Betoulle, Bedouce, aux termes de laquelle les communes devaient, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1909, assurer à la Caisse Nationale des Retraites contre les accidents tous les élèves fréquentant les écoles publiques.

La liquidation du dommage devait se faire suivant les règles établies par la loi du 9 avril 1898 en matière d'accidents du travail.

Pas plus que le projet Millerand, qui lui aussi tendait à assimiler la réparation des accidents scolaires à celle des accidents du travail, cette proposition n'a laissé de trace dans la législation actuelle.

*Proposition de M. Gobron*

M. Gobron, Chef du Contentieux de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique, envisageait la possibilité de créer une « Caisse Nationale des Accidents scolaires » chargée d'assurer la réparation des accidents survenus à des élèves de l'enseignement public, aussi bien pendant la scolarité qu'au cours des œuvres post-scolaires dûment autorisées.

Cette Caisse devait être alimentée par un fonds annuel constitué moitié par une subvention de l'Etat, moitié par la cotisation des membres de l'Enseignement public et par un fonds de réserve constitué par une cotisation fixe de 1 franc exigée de tous les fonctionnaires à leur entrée dans l'enseignement et qui devait être doublée par une égale contribution de l'Etat.

Aucun de ces projets n'aboutit. La guerre mondiale de 1914-1918 amena évidemment l'arrêt des travaux préparatoires relatifs aux dispositions législatives alors à l'étude et c'est seulement en 1925 que le Parlement put reprendre l'examen des projets restés en suspens.

*Proposition Bokanowski (1925)*

Le 5 février 1925, M. Bokanowski (1) déposait à la Chambre une « proposition de loi tendant à modifier l'article 1384 du Code civil en ce qui concerne la responsabilité des membres de l'Enseignement public ».

Nous en donnerons ci-dessous le texte :

*Article 1<sup>er</sup>.* — « La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

« La responsabilité civile de l'Etat est substituée à la responsabilité des membres de l'Enseignement public pour tous dommages causés à leurs élèves ou par leurs élèves.

« Il en est ainsi toutes les fois que, dans un but de scolarité, d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, des élèves sont confiés aux membres de l'Enseignement public et pendant tout le temps où ils se trouvent sous la surveillance de ces derniers.

« Toutefois, il n'y a pas lieu à responsabilité pour les dommages causés par les élèves, s'il est établi que la surveillance la plus active des membres de l'Enseignement n'eût pu empêcher le fait donnant lieu à cette responsabilité.

*Article 2.* — « Dans aucun cas, les membres de l'Enseignement public ne pourront être mis en cause comme civilement responsables par la partie lésée ; l'Etat seul pourra exercer son recours contre eux, au cas de responsabilité du fait personnel.

« L'action en responsabilité sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département.

« Cette action se prescrira par une année. »

Ce texte, s'il eût été voté, aurait modifié profondément la législation alors en vigueur.

1° La responsabilité de l'Etat aurait été substituée à celle des

---

(1) 5 fév. 1925. Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 1.202, J. O. du 3 juin 1925.

membres de l'Enseignement public pour tout dommage causé à leurs élèves ou *par* leurs élèves, non seulement en ce qui concerne les accidents survenus à l'occasion du service purement scolaire, mais encore au cours d'œuvres post et périscolaires.

2° Les membres de l'Enseignement n'auraient jamais pu être mis en cause devant les tribunaux civils, l'Etat ayant seul la possibilité d'exercer son recours contre l'instituteur au cas de responsabilité du fait personnel et à charge d'apporter la preuve de « ce fait personnel ».

3° La prescription de l'action civile se serait trouvée ramenée de trente ans à un an.

MM. Uhry et Caffort, chargés de rapporter cette proposition, y introduisirent diverses modifications.

#### *Rapport de M. Jules Uhry (1927)*

M. Uhry, au nom de la Commission de la législation civile et criminelle de la Chambre (1), accordait à l'Etat un recours contre l'instituteur, à condition que ce dernier fût lui-même l'auteur du fait dommageable, tandis que M. Bokanowski ne visait que le fait personnel, terme très vague, qui laissait ainsi un large pouvoir d'appréciation aux juges.

En outre, le texte de M. Uhry ne contenait aucune disposition particulière sur la prescription de l'action civile qui, en conséquence, était toujours celle du droit commun, c'est-à-dire trente ans. Ajoutons enfin que M. Uhry, dans son rapport, souhaitait que tous les enfants des écoles fussent, conformément à la loi de 1898 sur les accidents du travail, assurés, ce qui éviterait, disait-il, une législation exceptionnelle.

Ce texte déjà plus net et plus complet que celui de la proposition Bokanowski, fut lui-même l'objet, de la part de la Commission

---

(1) 29 mars 1927. Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 4.227, J. O. du 25 oct. 1927.

de l'Enseignement et des Beaux-Arts, de précisions nouvelles qui ne sont pas sans importance.

*Avis de M. Charles Caffort*

Au nom de la Commission de l'Enseignement, du 31 mai 1927

Le rapporteur de cette Commission, M. Caffort (1), demandait que la responsabilité de l'Etat fût substituée non seulement à celle des membres de l'Enseignement public, mais encore à *celle du personnel enseignant des cours professionnels publics obligatoires* (2).

Cette substitution jouait pendant la scolarité et « les œuvres postsecondaires régulièrement constituées » ainsi qu'au cours des « *services extrascolaires dûment autorisés par l'autorité académique* ».

D'autre part, le texte de la Commission de l'Enseignement modifiait assez profondément les dispositions prévues par la Commission de la législation civile et criminelle en ce qui concerne l'action récursoire de l'Etat.

M. Caffort proposait avec raison que l'action récursoire de l'Etat puisse être intentée chaque fois que l'instituteur aurait commis une faute lourde engageant gravement sa responsabilité, qu'il soit ou non l'auteur personnel du fait dommageable. La détermination de cette faute lourde était d'ailleurs laissée au pouvoir d'appréciation du juge en dehors de toute intervention de l'administration.

Signalons enfin que ce texte prévoyait que la prescription serait acquise par trois années à partir du jour de l'accident, car il n'y

---

(1) Doc. parl. Ch. Dép., 31 mai 1927, annexe n° 4.479, J. O., 26 octobre 1927.

(2) Ce texte s'inspirait du projet de loi dû à l'initiative de MM. François Albert, Ministre de l'Instruction publique, et de M. Clémentel, Ministre des Finances, déposé à la date du 13 novembre 1924 sous le n° 673 et dont l'article unique était ainsi rédigé : « Les dispositions de la loi du 20 juillet 1899 substituant la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public sont étendues au personnel enseignant des cours professionnels publics obligatoires ».

avait, semblait-il, aucune raison de maintenir le long délai trentenaire.

*Rapport supplémentaire de M. Jules Uhry du 28 juin 1927*

Le 28 juin 1927 (1) M. Jules Uhry déposait un rapport supplémentaire modifiant celui qu'il avait présenté le 29 mars de cette même année.

Le rapporteur de la Commission de la législation civile et criminelle, faisant droit aux observations formulées par M. Caffort, demandait que l'action récursoire de l'Etat contre les membres de l'enseignement public ne s'exerçât plus seulement lorsqu'ils seraient les *auteurs personnels* du fait dommageable, mais encore lorsqu'ils seraient les *auteurs responsables* de ce fait dommageable.

En outre, la prescription triennale était substituée à la prescription trentenaire comme l'avait proposé M. Caffort. La Commission des Finances, appelée à donner son avis sur la proposition de loi de M. Bokanowski et de plusieurs de ses collègues, chargea M. Ducos d'établir le rapport (2).

*Avis de M. Ducos*

au nom de la Commission des Finances, du 4 juillet 1927

Celui-ci, après avoir rappelé les divers textes qui avaient été déposés, proposa à la Commission des Finances d'adopter celui présenté par M. Caffort au nom de la Commission de l'Enseignement.

*Adoption par la Chambre des Députés*

Dans sa séance du 13 juillet 1927 (3), la Chambre des Députés adoptait sans discussion la proposition Bokanowski qui avait été amendée par M. Jules Uhry (4).

---

(1) 28 juin 1927, Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 4.664, J. O. 15 déc. 1927.

(2) 4 juillet 1927, Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 4.732, J. O. 29 déc. 1927.

(3) J. O., 14 juillet 1927, Déb. parl. Ch. Dép., annexe n° 2.639.

(4) Conf. rapports de M. UHRY des 29 mars 1927 et 28 juin 1927, *op. cit.*

Cette proposition fut transmise au Sénat le 3 novembre 1927 (1). Elle fut l'objet d'une étude très approfondie de la part de M. Leblanc, sénateur, au nom de la Commission de Législation civile et criminelle (2).

*Rapport de M. Leblanc du 6 mars 1928*

Il semblait résulter du texte qu'en aucun cas le personnel enseignant ne pourrait être l'objet de poursuites, pas plus devant les tribunaux civils que devant les tribunaux répressifs.

Or cette mise hors de cause *dans tous les cas* de l'instituteur aurait été exorbitante et aurait constitué un privilège inadmissible à l'égard d'une catégorie de citoyens.

Aussi M. Leblanc demandait-il que « les membres de l'Enseignement ne puissent jamais être mis en cause par la victime ou ses représentants, *sauf en cas de poursuites devant la juridiction criminelle* ».

L'article 2 avait trait au dommage causé aux enfants ou jeunes gens placés sous la garde ou la surveillance des membres de l'Enseignement public. Pour éviter toute cause de discussion, M. Leblanc entendait préciser que les dispositions de cet article ne seraient pas applicables en cas de poursuites devant les tribunaux répressifs.

L'article 3 visait l'action récursoire de l'Etat contre les membres de l'Enseignement public, action qui ne pouvait être intentée que s'ils étaient eux-mêmes « les auteurs responsables du fait dommageable ».

M. Leblanc proposait donc la rédaction suivante :

« L'action récursoire de l'Etat ne pourra s'exercer contre les membres de l'Enseignement public que dans le cas où il serait allégué contre eux une faute, imprudence ou négligence, engageant

---

(1) 3 nov. 1927, Doc. parl. Sénat, annexe n° 551, J. O., 22 janv. 1928.

(2) 6 mars 1928, Doc. parl. Sénat, annexe n° 246, J. O., 23 octobre 1928.

leur responsabilité, par application des articles 1382 et 1383 du Code civil. »

Signalons enfin que cet article était complété par une disposition extrêmement importante, reproduite d'ailleurs dans la loi du 5 avril 1937, interdisant de citer, même comme témoins, les membres de l'Enseignement public, dans l'instance dirigée contre l'Etat.

*Avis de M. Philip*

au nom de la Commission des Finances du 16 mars 1928

La Commission des Finances du Sénat, dans sa séance du 16 mars 1928 (1), se ralliant aux conclusions de son rapporteur, M. Jean Philip, émettait un avis favorable à l'adoption du texte voté par la Chambre des Députés.

*Rapport de M. Alexandre Bachelet*

au nom de la Commission de l'Enseignement, du 17 mars 1930 (2)

Le 17 mars 1930, la Commission de l'Enseignement examinait la proposition de loi adoptée par la Chambre et amendée par M. Leblanc.

M. Alexandre Bachelet, rapporteur de cette Commission, demandait que l'application de la loi fût étendue : 1° aux services extra-scolaires institués par les municipalités, tels que : cantines scolaires, études surveillées, garderies, cours d'adultes ; 2° aux adultes, en cas de fêtes scolaires, distribution de récompenses, conférences, afin de garantir les parents.

La Commission rejeta, avec raison semble-t-il, ce dernier amendement.

M. Bachelet, en commentant la proposition de M. Leblanc, remarquait qu'elle permettait à l'Etat l'exercice de l'action récur-

---

(1) 16 mars 1928, Doc. parl. Sénat annexe n° 423. J. O. 30 oct. 1928.

(2) 17 mars 1930, Doc. parl. Sénat annexe n° 142. J. O. 7 oct. 1930.

soire dans des cas si nombreux que la protection légale souhaitée pour le Corps enseignant était rendue illusoire.

Aussi le rapporteur de la Commission de l'Enseignement, se fondant sur la distinction établie par les tribunaux « entre la faute personnelle et la faute de service, demandait-il que l'action récursoire de l'Etat ne puisse être engagée contre les membres de l'Enseignement public que si les faits générateurs du dommage font apparaître à la charge de ces derniers une faute personnelle se détachant de l'exécution du service ».

Mais devant la difficulté de distinguer, dans la plupart des cas, la faute personnelle de la faute de service, M. Bachelet proposait, pour éviter toute confusion à ce sujet, de rédiger comme suit l'article 3 du texte :

« L'action récursoire de l'Etat pourra être engagée contre les membres de l'Enseignement public en cas de faute, d'imprudence ou de négligence ; mais elle ne pourra s'exercer dans les cas d'accidents résultant des risques inhérents à la vie scolaire. »

Ce critérium aurait dû, semble-t-il, être conservé dans la loi du 5 avril 1937, car il aurait apporté une unification certaine dans la jurisprudence des tribunaux sur ce point.

Signalons enfin que le rapporteur de la Commission de l'Enseignement souhaitait abréger le délai pendant lequel le personnel enseignant se trouvait exposé à l'action récursoire de l'Etat.

Il proposait donc de compléter l'article 3 par la disposition suivante :

« Les délais prévus et fixés par les articles 32 et 175 du Code de Procédure civile devront être observés par l'Etat sous peine de forclusion de l'action récursoire. »

*Rapport supplémentaire de M. Leblanc, du 27 décembre 1932*

M. Leblanc, au nom de la Commission de Législation civile et criminelle du Sénat, présenta, le 27 décembre 1932, un rapport

supplémentaire (1) ; il y faisait remarquer que « la proposition de loi votée par la Chambre, pas plus que le texte proposé par la Commission de législation (2) ne modifiaient les règles de preuve établies en cette matière par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil ».

En effet, la proposition Bokanowski, même amendée, laissait subsister la présomption de faute à l'encontre de l'instituteur qu'édictait l'article 1384 du Code civil lorsqu'il s'agissait d'un dommage causé par un élève, tandis que cette présomption ne jouait pas en cas de dommage subi par un enfant.

M. Leblanc demandait donc d'une manière instante que cette distinction fût supprimée.

A ce sujet, le rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle rappelait l'amendement présenté en 1928 par M. le Président Jénouvrier, aux termes duquel notamment la présomption de faute ne pouvait plus être invoquée contre l'instituteur.

Cette idée fut reprise en juillet 1932 par M. Morand, sénateur, qui déposa sous forme d'amendement un contre-projet ainsi conçu :

*Article 1<sup>er</sup>.* — « La loi du 20 juillet 1899 est abrogée.

*Article 2.* — « Les dispositions de l'article 1384, § 5, du Code civil, sont modifiées de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

« En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable, devront être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance.

*Article 3.* — « La disposition du dernier paragraphe de l'article

---

(1) 27 déc. 1932, Doc. parl. Sénat 1932 annexe n° 850, J. O. 7 mars 1933.

(2) Cf. Doc. parl. Sénat 1928, annexe n° 246, op. cit.

1384 du Code civil (loi du 20 juillet 1899) est remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'Enseignement public (*sic*) (1) à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle desdits membres de l'Enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

« Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'Enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

« L'action récursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun.

« Dans l'action principale, les membres de l'Enseignement public, contre lesquels l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action récursoire ne pourront être entendus comme témoins.

« L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants-droit, dirigée contre l'Etat ainsi responsable du dommage sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du département.

« La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi sera acquise par trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »

Ce texte, comme celui de M. Jénouvrier, supprime la présomption de faute contre les instituteurs, tant publics que privés, mais

---

(1) Les mots « est engagée » ont été omis dans ce texte, erreur qui a été reproduite dans la loi et rectifiée par un erratum de l'Officiel du 12 mai 1937.

il est plus large que lui en ce sens qu'il admet l'application de la loi aux œuvres postsecondaires.

Le texte Morand est de la plus haute importance. Nous pouvons dire, en effet, qu'avec lui est née la loi du 5 avril 1937, puisque cette loi reproduit exactement le texte adopté le 27 décembre 1932 par la Commission de législation civile et criminelle, or ce texte s'inspirait étroitement des observations de M. Morand.

*Adoption par le Sénat le 5 juillet 1933*

Sur les avis favorables de la Commission de l'Enseignement (1) et de la Commission des Finances (2), le Sénat, dans sa séance du 5 juillet 1933 (3) adopta sans discussion les modifications apportées par M. Leblanc, le 27 décembre 1932, à la proposition de loi votée par la Chambre des Députés, mais ce n'est que le 2 juin 1936 que le texte ainsi amendé fut transmis à la Chambre des Députés (4).

Cette proposition de loi risquait d'attendre assez longtemps avant d'être discutée, puisqu'il avait fallu presque trois années pour obtenir la transmission à la Chambre du texte adopté par le Sénat.

Aussi le Corps enseignant et notamment le Syndicat national des instituteurs, déploya-t-il toute son activité pour faire aboutir cette réforme (5).

Sur ses instances, le 18 mars 1937, la Commission de la législation civile et criminelle de la Chambre, d'après le rapport de M. Mabrut (6) et la Commission de l'Enseignement sur le rapport de M. Maurice Robert (7) acceptaient, sans modification, le texte

---

(1) Doc. parl. Sénat 7 mars 1933, annexe n° 126, *J. O.* 24 août 1933.

(2) Doc. parl. Sénat 23 mars 1933, annexe n° 177, *J. O.* 25 août 1933.

(3) Déb. parl. Sénat, *J. O.* 6 juillet 1933, p. 1629.

(4) Doc. parl. Ch. Dép. 5 juin 1936, annexe n° 63, *J. O.* 22 nov. 1936

(5) Cf. « *L'Ecole libératrice* », n° 25, du 3 avril 1937, p. 584.

(6) Doc. parl. Ch. Dép., séance du 18 mars 1937, annexe n° 2.122, *J. O.*, 21 nov. 1937.

(7) Doc. parl. Ch. Dép., séance du 18 mars 1937, annexe n° 2.134, *J. O.*, 23 nov. 1937.

voté par le Sénat et, le 25 mars 1937, la Chambre des Députés (1) votait à l'unanimité le texte qui lui était présenté.

Le texte définitif de la loi fut promulgué le 5 avril 1937 et inséré à l'*Officiel* du 6 avril 1937 ; nous en reproduisons ci-après les dispositions.

*Loi modifiant les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'Enseignement public.*

**Article 1<sup>er</sup>.** — Les dispositions de l'article 1384, § 5, du Code civil sont modifiées de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

« En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable, devront être prouvées, conformément au droit commun par le demandeur à l'instance. »

**Article 2.** — La loi du 29 juillet 1899 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'Enseignement public (2) à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés, à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens, dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle desdits membres de l'Enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

« Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant la scolarité ou en

---

(1) Déb. parl. Ch. Dép. J. O., 26 mars 1937, p. 1.285.

(2) Dans le texte initial, les mots « est engagée » ont été omis. La lacune a été comblée par une loi du 12 mai 1937 (J. O. p. 5.178). Il faut donc lire : « Les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée, à la suite ou...

dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'Enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

« L'action récursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun.

« Dans l'action principale, les membres de l'Enseignement public, contre lesquels l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action récursoire, ne pourront être entendus comme témoins.

« L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit, intentée contre l'Etat ainsi responsable du dommage, sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le préfet du département.

« La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi, sera acquise par trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis. »



## CHAPITRE IV

---

# Les règles de la responsabilité civile d'après la loi du 5 avril 1937

---

Les modifications apportées par la nouvelle loi, ayant eu des effets différents suivant qu'il s'agissait des membres de l'enseignement public ou des maîtres de l'enseignement privé (1), nous traiterons successivement de celles-ci dans deux parties distinctes, que nous ferons précéder de quelques généralités.

### Généralités

La loi du 5 avril 1937 modifie profondément le droit antérieur.

1°) La présomption de faute qui pesait sur les instituteurs en vertu de l'article 1384 du Code civil est supprimée. Les fautes invoquées contre l'instituteur « comme ayant causé le fait dommageable devront être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance (nouvel art. 1384) ».

2°) La distinction entre le dommage causé *par* un élève et le dommage causé *à* un élève disparaît. Dans tous les cas la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur, tandis que sous le régime de la loi du 20 juillet 1899 la substitution ne jouait

---

(1) Il convient toutefois de faire exception pour la disposition relative au renversement de la preuve — disposition commune aux deux ordres d'enseignement (art. 1<sup>er</sup> de la loi).

pas lorsque le dommage avait été causé à l'élève par le fait d'un tiers autre que l'un de ses condisciples.

3°) Les membres de l'enseignement public ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants, l'Etat seul étant désormais responsable. *A contrario*, le texte autorise, semble-t-il « l'action civile du droit commun devant les juridictions répressives » (1). Dans ce cas il appartiendra à la victime ou à ses représentants d'apporter la preuve que l'instituteur a commis un acte délictueux (homicide, coups et blessures) susceptible d'engager sa responsabilité.

4°) La responsabilité de l'Etat est étendue aux œuvres post et périscolaires et à tous les cas où, « dans un but d'éducation physique ou morale non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers (art. 1384 nouveau) ».

Il semble toutefois que la portée véritable de la nouvelle loi, en ce qui concerne les accidents survenus dans des œuvres post ou périscolaires constituant l'accessoire ou le prolongement de l'école (écoles primaires de plein air, colonies scolaires de vacances) ne puisse être vraiment fixée qu'à la lumière de l'expérience.

Ce sera l'œuvre de la jurisprudence et il paraît difficile d'en assigner dès aujourd'hui les limites précises.

Il est cependant significatif que les organisations postscolaires en cause, dont la création est, le plus souvent, d'initiative communale, croient devoir couvrir les risques d'accidents qu'elles encourrent par des contrats de droit privé passés avec des Compagnies d'assurances.

Il faut voir là, semble-t-il, une sorte de crainte que la difficulté de la preuve à faire par les parents d'élèves victimes d'accidents

---

(1) Cf. Chronique de M. H. DESBOIS, « Le nouveau Régime de la Responsabilité des Instituteurs d'après la loi du 5 avril 1937 », D. H. 1937, p. 54.

n'ait le plus souvent pour conséquence de priver les parents d'élèves accidentés d'une réparation légitime.

5°) L'Etat pourra, lorsqu'il aura été condamné par les tribunaux civils, exercer une action récursoire soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, mais à charge de prouver leur faute conformément au droit commun. A ce sujet, il est intéressant de rappeler que M. Mabrut, député, rapporteur de la Commission de la législation civile et criminelle, précisait que « l'action récursoire contre les membres de l'Enseignement public ne pourra s'exercer que dans l'hypothèse où l'instituteur aura commis une faute personnelle, excluant la faute de service dont l'Etat doit répondre (1).

6°) La loi interdit de citer les instituteurs publics comme témoins. Cette interdiction a pour but d'éviter au personnel enseignant les soucis, les déplacements et les frais causés par l'obligation de déposer en justice.

Certes, il semblerait, *a priori*, que l'absence de l'instituteur aux débats judiciaires, au cours desquels est évoqué un accident scolaire, soit de nature à rendre plus difficile la reconstitution des circonstances exactes de l'accident et par conséquent à ajouter un nouvel obstacle au rapport par le représentant de la victime de la preuve susceptible de fixer les responsabilités encourues. Mais ce n'est là qu'une apparence.

L'instituteur ne sera pas présent au procès, mais il aura dû adresser un rapport détaillé de l'accident à son chef hiérarchique, l'Inspecteur primaire ; ce rapport transmis successivement à l'Inspecteur d'Académie, au Préfet, au Ministre de l'Education Nationale et à l'avoué commis par l'Etat, viendra éclairer les juges et permettra, dans une certaine mesure, de parfaire un commencement de preuve qui, considéré isolément, aurait pu paraître insuffisant.

---

(1) Ch. Dép. doc parl. annexe n° 2.122. J. O. 21 nov. 1937, p. 406, *op. cit.*

Le rapport de l'instituteur est d'ailleurs accompagné, le cas échéant, de notes diverses, relations écrites de témoignages, parfois de procès-verbaux de déposition qui, par la même voie, viendront à la connaissance des juges et les aideront à se former une conviction.

7°) Quelques modifications de détail, dont la portée est d'ailleurs controversée, ont été apportées aux règles de compétence des tribunaux en ce qui a trait aux accidents scolaires ; nous y reviendrons plus loin (Ch. V).

8°) Enfin la prescription est ramenée à trois ans pour l'introduction de la demande en réparation du dommage.

Cette analyse succincte montre quelles modifications profondes la loi du 5 avril 1937 a apportées au régime de la responsabilité civile des instituteurs.

Nous allons maintenant en aborder l'étude plus détaillée.

Envisageant d'abord la responsabilité des différentes collectivités susceptibles d'être mises en cause : Etat, département, commune ; la responsabilité devenue le plus souvent indirecte des maîtres (action récursoire), la responsabilité des élèves auteurs de dommage et celle de leurs parents, nous examinerons ensuite la combinaison de ces diverses responsabilités.

## RESPONSABILITE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

### SECTION I

#### Responsabilité des différentes collectivités

##### § 1<sup>er</sup>. — *Responsabilité de l'Etat*

Nous avons retracé les différents états de cette législation qui tend de plus en plus à exonérer l'instituteur de toute responsabilité

pour la rejeter sur l'Etat « entrepreneur d'éducation au sens moderne du mot ». Cette tendance semble s'affirmer dans la loi du 5 avril 1937.

Or, pour engager la responsabilité de l'Etat, trois conditions sont nécessaires :

1°) l'existence d'une faute : a) soit de l'instituteur (absence non motivée, insuffisance de surveillance, imprudence), b) soit du service public d'enseignement (organisation défectueuse de ce service, mauvais état des locaux scolaires) ;

2°) la preuve de cette faute apportée par la victime ou son représentant ;

3°) le fait que l'accident se produise pendant le temps où les enfants se trouvent sous la surveillance des membres de l'Enseignement public.

Ainsi, toutes les fois où les membres de l'Enseignement public pouvaient, sous l'ancien régime, être selon le droit commun poursuivis devant les tribunaux civils, la responsabilité de l'Etat sera substituée à la leur.

Mais si la responsabilité de l'Etat se trouve être substituée dans tous les cas à celle de son préposé qui ne pourra jamais être mis en cause devant les tribunaux civils, il ne faut pas croire cependant que cette situation assurera à la victime une plus grande chance d'indemnisation du fait qu'elle aurait un débiteur toujours solvable : l'Etat.

En effet, pour obtenir cette indemnité, la victime ne bénéficie plus de la présomption de faute qui pesait sur l'instituteur, il lui faut maintenant apporter la preuve que l'accident est imputable à une imprudence ou à un défaut de surveillance du maître ou à une organisation défectueuse du service de l'Enseignement.

Si donc elle ne peut faire la preuve d'une faute à l'encontre de l'instituteur ou démontrer l'organisation défectueuse du service de

l'Enseignement, elle sera déboutée de sa demande et supportera les frais du procès.

Il ne faut donc pas perdre de vue que la responsabilité de l'Etat est subordonnée à l'existence d'une faute de son préposé ou à celle de l'organisation défectueuse du service de l'Enseignement, faute dont la preuve devra être rapportée par la victime ou son représentant.

Par contre, la responsabilité de l'Etat se trouve, semble-t-il, sensiblement étendue puisqu'elle joue « toutes les fois que, pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers » (art. 2).

Il importe à ce sujet de préciser le temps durant lequel les enfants sont considérés comme étant sous la surveillance de l'instituteur, car c'est une des conditions nécessaires pour engager, en cas d'accident, la responsabilité de l'Etat.

Conformément à une circulaire de M. le Ministre de l'Education Nationale (1), la surveillance des élèves incombe aux maîtres de l'établissement dès l'arrivée de l'élève à l'école.

Or, aucun règlement ne fixe l'heure à laquelle les portes de l'école doivent être ouvertes avant les classes du matin et de celles du soir. Mais, pour que les cours puissent commencer à l'heure prescrite, il est nécessaire que les portes de l'école soient ouvertes quelques instants avant cette heure (d'habitude un quart d'heure). Il s'agit là de mesures qui doivent être arrêtées selon les circonstances propres à chaque école, par accord entre les autorités scolaires, les municipalités et les instituteurs intéressés.

Les enfants se trouvent ainsi obligatoirement sous la surveillance du personnel enseignant à partir du moment où les portes de

---

(1) J. O. 1<sup>er</sup> juin 1921.

l'école sont ouvertes jusqu'à leur fermeture, l'Etat substituerait le cas échéant, et sous réserve de l'appréciation des tribunaux, sa responsabilité à celle de l'instituteur si un accident arrivait à un élève.

Signalons enfin qu'aux termes de l'article 9 du règlement scolaire modèle, les enfants qui ne sont pas rendus à leurs familles dans l'intervalle des classes demeurent sous la surveillance de l'instituteur. S'il s'agit d'une école à une classe unique, il appartiendra à l'instituteur qui doit assurer à lui seul la garde des enfants tout en prenant lui-même son repas, de s'organiser pour que les élèves n'échappent pas à sa surveillance. Si, pendant la durée de ce service, un enfant est victime d'un accident dans les conditions de l'article 1384 du Code civil, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle de l'instituteur, en application de la loi du 5 avril 1937 (1).

L'Etat prend ainsi à sa charge la responsabilité des dommages résultant de fautes prouvées à l'encontre de l'instituteur, avec la possibilité d'ailleurs de se retourner contre ce dernier.

Les fonctionnaires de l'enseignement public bénéficient dans ces conditions d'une véritable immunité envers les tiers puisqu'ils « ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants » (art. 2 de la loi du 5 avril 1937).

Mais ne verra-t-on pas dans cette disposition de la loi du 5 avril 1937 une survivance du privilège institué par l'article 75 de la constitution du 22 frimaire an VIII en faveur des fonctionnaires publics qui ne pouvaient être poursuivis devant les tribunaux pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat ? C'est ce privilège qui a été aboli par le décret du 19 septembre 1870.

Nous ne le croyons pas. « Les instituteurs ont, en effet, affaire

---

(1) Doc. parl. Ch. Dép. annexe n° 4.677, J. O. 5 décembre 1937, p. 2.701.

à des enfants et non à des hommes faits, ce qui rend leur tâche beaucoup plus délicate. D'autre part, l'instituteur public ne choisit ni son local ni ses élèves et il ne peut écarter ceux d'entre eux qui sont méchants ou inintelligents.

« Les membres de l'Enseignement public ne sont que des préposés travaillant pour autrui et non pour leur propre compte. Ils touchent un traitement et non des bénéfices » (1).

Dans ces conditions, il semble équitable que la responsabilité civile de l'Etat, commettant, soit substituée dans tous les cas à celle de l'instituteur, simple préposé, et que celui-ci ne puisse être mis en cause *devant les tribunaux civils*, par la victime ou ses représentants, afin d'éviter le retour des abus de citation auxquels l'application de la loi du 20 juillet 1899 avait donné lieu ; mais il est bien entendu que la victime d'un délit conserve le droit, et c'est justice, d'agir devant la juridiction pénale en vertu de l'action « *ex delicto* » pour réclamer alors à l'instituteur (comme à tout autre citoyen) des dommages-intérêts.

La loi du 5 avril 1937 ne doit donc pas nous apparaître comme une législation d'exception ayant pour but de placer une catégorie de citoyens au-dessus des lois, mais plutôt comme une règle d'équité conforme aux intérêts bien compris d'une classe d'individus qui consacrent toute leur activité et toute leur intelligence à la formation intellectuelle et morale de la jeunesse.

L'Etat doit donc faciliter leur tâche et prendre à sa charge la réparation d'accidents qui, le plus souvent, sont survenus sans qu'aucune faute lourde ait pu être relevée contre le personnel enseignant auquel on ne pourra reprocher qu'une négligence ou qu'une légère imprudence.

On retrouve ici l'idée de risque qui est à la base de certains textes du Code et est également le fondement de la responsabilité du patron pour les accidents du travail (loi du 9 avril 1898).

---

(1) Cf. rapport UNRY, doc. parl. Ch. Dép. 1927, annexe n° 4.227, *op. cit.*

En conséquence, de même que le patron répond du risque professionnel — ayant le principal profit du travail il doit en supporter les risques — l'Etat « entrepreneur d'éducation » doit assurer à la place de l'instituteur, son préposé, la réparation des dommages survenus aux enfants placés sous sa surveillance et supporter ainsi les risques inhérents à son œuvre éducatrice.

## § 2. — *Responsabilité de la commune*

Depuis quelques années la jurisprudence présente de nombreux exemples de condamnations prononcées contre les communes par suite d'accidents dus au mauvais état des locaux scolaires : mauvais état du sol de la cour de récréation, rupture d'un banc vermoulu, début d'intoxication ou d'asphyxie par suite d'un vice de fonctionnement du poêle de chauffage, écroulement d'un mur, etc.

La collectivité pour le compte de qui ont été édifiés les bâtiments scolaires, ou à qui incombe le soin de les maintenir en bon état est, en effet, responsable du dommage survenu à un enfant du fait de la construction défectueuse ou du défaut d'entretien de ces bâtiments, tout comme serait responsable un particulier, propriétaire d'un immeuble qui aurait causé un dommage à autrui (1).

Or, les communes sont propriétaires de la plupart des établissements scolaires : écoles primaires, écoles primaires supérieures, collèges, lycées, etc..., bien qu'ils aient été construits généralement à l'aide de subventions de l'Etat et du département. Cela résulte implicitement de la loi du 20 mars 1883, qui stipule notamment dans son article 8, titre II : « Toute commune est tenue de pourvoir à l'établissement de maisons d'école au chef-lieu et dans les hameaux ou centres de population éloignés dudit chef-lieu ou distants les uns des autres de 3 kilomètres, et réunissant un effectif d'au moins 20 enfants d'âge scolaire » (art. 8).

---

(1) Cf. Conseil d'Etat 21 juin 1931, G. P. 1931-2-419.

« Il est pourvu à la dépense, soit par un prélèvement sur les ressources disponibles de la commune, soit par un emprunt contracté à la caisse spéciale, soit enfin par des *subventions du département et de l'Etat* » (art. 9, alinéa 2).

Dans ces conditions, si un élève d'une école publique est victime d'un accident imputable au mauvais état ou à la construction défectueuse de l'édifice ou du mobilier scolaire, la commune verra sa responsabilité engagée et sera en conséquence tenue de réparer le dommage.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat, le 16 janvier 1935 (1), a déclaré la ville de Mézières en partie responsable de l'accident survenu à une élève de l'école primaire, par suite d'une chute dans une bouche d'aération creusée dans la cour de récréation.

De même, le Conseil d'Etat, le 3 février 1937 (2), condamna la ville de Périgueux à payer au sieur Rouly une somme de 2.500 francs, avec intérêts à compter du jour de la demande, et à M<sup>lle</sup> Marie-Thérèse Rouly une rente viagère de 600 francs à titre de réparation de l'accident dont elle fut victime dans la cour de l'école de Périgueux, accident imputable à la présence de cailloux tranchants en saillie très accusée dans le sol de la cour de l'école.

Il pourrait se faire aussi dans des éventualités exceptionnelles (écoles provisoires notamment) que la commune se soit trouvée contrainte de louer des locaux pour y aménager des classes primaires. Tout accident causé par l'état de vétusté ou de vice de construction de ces locaux pourrait engager la responsabilité du propriétaire, à moins toutefois que le bailleur n'ait pas eu, au moment de la conclusion du contrat, connaissance de la véritable destination des locaux donnés à bail.

Sous la législation actuelle, la commune reste donc responsable, comme sous l'empire de la loi du 20 juillet 1899, des accidents

---

(1) S., 1935, p. 60.

(2) G. P., 1937-1-833, *op. cit.*

causés par les locaux et mobiliers scolaires mis par elle à la disposition des instituteurs pour y donner leur enseignement.

Il nous reste à examiner la nature de la responsabilité susceptible d'incomber à une commune à raison de branches particulières d'enseignement dont la création et le fonctionnement résultent de son initiative personnelle, tels que : cours d'adultes, conférences, cantines scolaires, patronages laïques, cours professionnels, enseignement ménager, école de natation, etc.

En effet, la collectivité qui a créé l'établissement ou organisé le cours, pourrait être déclarée responsable, comme « instituteur », en qualité de commettant du directeur de l'établissement ou du professeur.

Ainsi, la ville de Péronne avait installé une école de natation municipale ; le sieur Rayez, pris d'une défaillance au cours d'un bain qu'il prenait dans cette école municipale, se noya faute de secours apportés en temps utile et la famille demanda devant les tribunaux judiciaires, une indemnité à la ville.

La Cour d'Amiens (1) statuant sur appel de la décision rendue par le Tribunal Civil de Péronne, le 26 juillet 1934, déclara la ville responsable de l'accident survenu au sieur Rayez, dans un « attendu » que nous reproduirons ci-dessous, car il confirme la jurisprudence d'après laquelle une commune est en faute dès l'instant où elle n'a pas organisé les mesures de sauvetage nécessaires en cas d'accident, ou pris les précautions suffisantes pour éviter ces accidents :

« Attendu, d'autre part, dit la Cour d'Amiens, que la ville de Péronne n'a pas pris dans l'installation de son école de natation des précautions suffisantes pour éviter les accidents ; que la disposition des lieux qui rendait tout secours impossible de la berge aux nageurs nageant en eau profonde dans le grand bain, imposait cependant des précautions particulières et l'aménagement de

---

(1) Amiens, 5 juin 1935, D. H. 1935, p. 481.

moyens de sauvetage à la disposition des baigneurs, notamment sur les reposoirs du grand bain ; qu'en omettant d'y pourvoir la ville de Péronne a commis une négligence génératrice, elle aussi, de l'accident. »

En outre, la ville de Péronne a été reconnue civilement responsable de la faute commise par le tenancier de l'établissement qui, tant par les obligations que lui imposait la convention passée entre la Ville et lui, que par le règlement de l'école de natation, se trouvait, par rapport à la ville de Péronne, dans un état de subordination.

La Cour a déclaré qu'il en était ainsi, bien que le tenancier dut assurer à ses risques et périls le fonctionnement de l'école en payant une redevance annuelle et en percevant à son profit le montant des entrées, leçons de natation et location de costumes dont le règlement a d'ailleurs fixé les prix en dehors de lui.

On peut envisager aussi le cas d'un enfant qui serait, au cours d'une récréation, dans une cantine scolaire organisée par une commune, victime d'un accident. La responsabilité de la commune, prise en sa qualité d'organisatrice de la cantine, sera-t-elle engagée, ou au contraire l'Etat dont dépendent les instituteurs sera-t-il responsable ?

Cette seconde solution doit, à notre avis, être retenue, car en surveillant la récréation du déjeuner, les instituteurs remplissent des obligations qui incombent au personnel enseignant de l'Etat et par suite l'Etat seul doit être tenu de réparer le dommage subi par un élève. Cette thèse a d'ailleurs été adoptée par le Conseil d'Etat le 17 juillet 1937 au sujet d'une demande d'indemnité présentée à la fois contre la commune et contre l'Etat, à raison d'un accident survenu à un enfant qui s'était échappé de la cour de l'école pendant la récréation de midi et avait été renversé par un tramway. La haute assemblée, après avoir établi que l'accident était imputable en partie à l'insuffisance de la surveillance des

instituteurs et en partie à l'imprudence de la victime, a mis la commune hors de cause et déclaré que la responsabilité partielle de l'accident incombait à l'Etat.

Dans cette espèce, les enfants jouaient dans la cour de récréation sous la surveillance des instituteurs. Or l'Etat étant substitué à son préposé dans tous les cas, par application de la loi du 5 avril 1937, il est juste qu'il ait été condamné aux lieux et place de la commune organisatrice de la cantine, parce que les maîtres de l'enseignement sont commis par l'Etat (1).

Cette solution doit, à notre avis, être étendue aux cours d'adultes organisés par les municipalités en faveur des enfants qui ont dépassé l'âge de la scolarité et désirent néanmoins accroître leurs connaissances. Ces cours sont généralement confiés à des instituteurs publics qui, moyennant une légère gratification, acceptent ce surcroît de travail.

Il ne semble pas douteux que si un accident se produit, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle de la commune, mais cette dernière verrait sa responsabilité engagée si, au lieu de confier l'organisation de ces cours à des instituteurs publics, elle avait fait appel à des membres de l'enseignement privé, car dans ce cas, ce serait la commune qui jouerait le rôle de commettant.

Il arrive parfois que des municipalités possédant des écoles éloignées de certaines habitations, créent des services d'autobus scolaires (2) destinés à transporter les élèves de leur domicile aux établissements scolaires ou à l'école de plein air.

Si un enfant est victime d'un accident durant ce transport, qui le réparera ? Sans nul doute, la commune, puisque c'est elle qui a pris l'initiative d'organiser ce service et que d'ailleurs la loi du 5 avril 1937 ne trouverait pas ici son application.

---

(1) V. dans le même sens : Trib. civ. Lyon, 17 déc. 1927. Mon. jud. Lyon, 28 février 1928.

(2) Le Conseil municipal vote à cet effet le crédit nécessaire pour couvrir la dépense et celle-ci est inscrite chaque année au budget de la commune.

### § 3. — Responsabilité du département

Dans la très grande majorité des cas, la réparation de l'accident incombe à l'Etat substitué à son personnel enseignant ou à la commune en tant que propriétaire des locaux scolaires, ou organisatrice d'œuvres post ou périscolaires.

En conséquence, très rares seront les hypothèses dans lesquelles la responsabilité du département pourra être engagée.

Toutefois, lorsque le département sera propriétaire d'un établissement scolaire tel que l'Ecole de préservation « Théophile Roussel » sise à Montesson (S.-et-O.), il pourra être condamné dans les mêmes conditions qu'une commune propriétaire d'un bâtiment scolaire.

Mais s'il n'est pas propriétaire de l'édifice il doit être mis hors de cause.

C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré le Conseil de Préfecture interdépartemental de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, le 28 avril 1938, au sujet de l'accident survenu le 8 mars 1937 au jeune Liard, élève à l'école publique du Grand Val à Sucy-en-Brie (Seine-et-Oise) qui glissa sur un caillou dans la cour et se fractura le fémur de la jambe gauche. Le père de la victime assigna la commune et le département en réparation du dommage prétendant que l'accident était imputable à « la mauvaise construction de la cour édifiée en 1934 par la commune et le département ».

Or si l'école avait été construite notamment à l'aide d'une subvention allouée à la commune de Sucy-en-Brie par le département de Seine-et-Oise, cette subvention ne pouvait faire considérer le département comme propriétaire de l'édifice dont la propriété appartenait seule à la commune.

Aussi le Conseil de Préfecture « Considérant que l'établissement et l'entretien des bâtiments scolaires et de leurs dépendances incombent exclusivement aux communes — que le département de

Seine-et-Oise ne saurait donc être déclaré responsable, à quelque titre que ce soit, des conséquences dommageables d'un accident résultant de la construction défectueuse ou du défaut d'entretien d'une école publique » — a déclaré « qu'il y a lieu, dès lors, de mettre ledit département hors de cause dans la présente instance ».

Dans un autre ordre d'idées, la responsabilité du département peut être engagée lorsqu'un accident se produit par suite de l'organisation ou du fonctionnement défectueux des services d'un établissement autonome d'assistance départementale obligatoire, administré par le préfet sous le contrôle du Conseil général, et dont les surveillants relèvent du département et non du Ministre de l'Education Nationale (ex. : école de préservation « Théophile Roussel » sise à Montesson (Seine-et-Oise) (1).

## SECTION II

### **Responsabilité de l'instituteur engendrée par une faute personnelle ou par un défaut de surveillance**

#### *Action récursoire de l'Etat contre son préposé*

L'instituteur, en raison de la mission qui lui est confiée, doit exercer une surveillance constante sur les enfants dont il assume la garde.

Il doit veiller notamment à éloigner d'eux tous les objets qui seraient susceptibles de leur causer un dommage et interdire les jeux dangereux. S'il s'abstient d'exercer cette surveillance et s'il arrive qu'un enfant soit victime d'un accident (2), il commet

---

(1) Conf. Paris 23 janvier 1937. G. P. 1937-1-643, *op. cit.*

(2) C. d'Et., 17 juil. 1937, accident survenu à un enfant qui s'était échappé de la cour de l'école pendant la récréation de midi et avait été renversé par un tramway.

une faute personnelle qui engage la responsabilité de l'Etat quand il appartient à l'enseignement public. L'Etat peut alors intenter contre lui une action récursoire en vue d'obtenir le remboursement des dommages-intérêts qu'il a versés à la victime.

En effet, l'instituteur n'est pas exonéré de toute responsabilité. Si la présomption de faute que faisait peser sur lui l'article 1384 du Code civil est abolie et si désormais il ne peut être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants, il n'en reste pas moins soumis à l'action récursoire de son commettant.

Or la loi du 5 avril 1937 n'indique pas dans quelles conditions s'exercera cette action récursoire; elle se borne à dire : « l'action récursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun », ce qui signifie que la preuve de la faute de l'instituteur incombera à l'Etat, en application de l'adage latin : « *actori incumbit onus probandi* ».

Or il serait intéressant de connaître la nature de la faute susceptible d'entraîner le recours de l'Etat contre son préposé, car l'imprudence ou la négligence pouvant toujours être invoquée contre un instituteur, il importe de déterminer d'une façon précise sa part de responsabilité, ou plutôt le caractère de la faute qui doit engager celle-ci.

La loi étant muette sur ce point, nous devons nous reporter aux travaux préparatoires des assemblées législatives.

Le rapport de M. Bachelet (1) nous donne de très utiles indications, en faisant appel à la distinction entre la faute personnelle et la faute de service.

Il convient donc de préciser ce qu'on entend par faute personnelle et par faute de service.

---

(1) Doc. parl. Sénat, annexe n° 142, J. O. 7 octobre 1930, p. 710, *op. cit.*

Laferrière fut le premier à définir, en 1877, la faute personnelle et la faute de service.

Il considérait la faute personnelle comme l'acte dommageable « révélant l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences » (1), par opposition à l'acte impersonnel « révélant un administrateur, un mandataire de l'Etat plus ou moins sujet à erreur » et qui constitue la faute de service.

Pour M. Gaston Jèze : « Il y a faute personnelle dès qu'il y a voie de fait et en outre toutes les fois que la faute commise consiste en une erreur grossière qu'à raison de sa situation le fonctionnaire est inexcusable d'avoir commise » (2).

M. Berthélemy estime « qu'il y a faute personnelle dès que l'acte reproché ne peut pas être confondu avec l'accomplissement même irrégulier d'un acte de la fonction. Le fonctionnaire commet une faute de service quand il croit accomplir sa fonction en commettant la faute ; il commet une faute personnelle quand il se sert de sa fonction pour accomplir sa faute » (3).

Cette idée a d'ailleurs été reprise par M. Jean Appleton, avocat à la Cour de Paris, qui s'exprime ainsi dans une formule qui fait image : « Le fonctionnaire public est responsable non quand il sert ses fonctions, mais quand il s'en sert » (4).

C'est également l'opinion de M. Mestre, professeur à la Faculté de Droit de Paris (5). « Il y a, dit-il, faute personnelle lorsqu'on est en présence de faits qui matériellement ou intellectuellement sont susceptibles de se détacher du service, on voit apparaître non plus l'agent incorporé à l'administration, mais l'homme dépouillé du caractère de sa fonction ». Par contre, « par faute de service,

---

(1) Conclusions dans l'affaire LAUMONNIER-TARRIOL. Trib. Conf., 5 mai 1877. D. P. 1878-3-13. *Traité de la Juridiction administrative*, 2<sup>e</sup> éd., t. I, p. 648.

(2) *Revue de Droit public*, 1909, p. 263, 268 et suiv.

(3) BERTHÉLEMY. *Traité élémentaire de Droit adm.*, 12<sup>e</sup> éd., p. 86.

(4) APPLETON. *Traité élémentaire du Contentieux administratif*, p. 234, *op. cit.*

(5) A. MESTRE. *Cours de Droit administratif*, 1936-1937, éd. « Les Cours de Droit », p. 563-565.

il faut entendre toute défaillance du service public qui se rattache au fonctionnement du service.

« Ce qui caractérise la faute de service, ce n'est pas son intensité, c'est la nature ; le fait qu'elle est ou non détachable du service. C'est une erreur de dire, comme le font certains, que la faute du service est nécessairement légère et que les fautes personnelles sont nécessairement lourdes ». (1).

Mais il ne faudrait pas croire que ces deux catégories de fautes : faute de service, imputable à l'administration, jugée par les tribunaux administratifs, et faute personnelle, imputable à l'agent personnellement, jugée par les tribunaux civils, soient exclusives l'une de l'autre ; au contraire, les situations sont beaucoup plus complexes et nombreux sont les exemples où un même dommage peut être considéré comme attaché à la fois à ces deux fautes.

Quelques exemples permettront de voir l'application faite par les tribunaux de la distinction entre la faute personnelle et la faute de service (2).

Ainsi dans les communes où l'instituteur est obligé de procéder lui-même à l'allumage des feux, ce travail doit être effectué avant l'entrée des élèves, afin de ne pas distraire le maître du devoir stricte de surveillance qui commence dès que le premier élève a pénétré dans les locaux pour ne prendre fin qu'à la sortie du dernier enfant.

Or, en abandonnant la surveillance des enfants pour allumer le feu, l'instituteur *met en jeu sa responsabilité personnelle*, en dehors de l'exercice propre de ses fonctions de maître, de surveil-

---

(1) En ce sens : DUGUIT. *Traité de Droit constitutionnel*. Cf. contra : opinion d'HAURIOU, *La Jurisprudence administrative de 1892 à 1929*.

(2) *Faute de service* : Dijon 20 janv. 1926, Gaz. Pal. 1926-1-632 ; C. d'E. 12 mai 1926, G. P. 1926-2-290. C. d'E. 19 janv. 1934, D. H. 1934, 184 ; Agen, 18 fév. 1935, G. P. 1935-1-743.

*Faute personnelle* : Tr. Conflits, 2 juin 1908, D. 1908-3-57, S. 1908-3-81, note HAURIOU et concl. TARDIEU ; Poitiers, 5 nov. 1928, D. H. 1928, 598 ; Req. 28 avril 1933, D. H. 1933, 297, S. 1933-1-153.

lant ; il ne peut par suite exciper de sa qualité de fonctionnaire pour soutenir qu'un accident s'est produit au cours normal de sa fonction administrative (1).

A ce sujet, il importe de souligner que si la loi du 5 avril 1937 interdit désormais de mettre en cause devant les tribunaux civils, les membres de l'Enseignement public, elle permet néanmoins l'exercice de l'action récursoire, en cas de faute personnelle.

### SECTION III

#### Responsabilité de l'élève auteur du dommage ou de ses parents

##### § 1. — *Action contre l'élève auteur du dommage*

Il arrive parfois qu'un élève est blessé par un camarade alors que l'instituteur chargé de la surveillance n'a commis aucune faute.

L'Etat étant substitué à son préposé ne peut, dans ce cas, être condamné, puisqu'aucune faute n'est reprochée à ce dernier.

La victime de l'accident sera-t-elle alors obligée de supporter les conséquences d'un accident qui ne lui est pas imputable ? Evidemment non. Elle pourra actionner l'auteur du dommage ou son représentant devant les tribunaux, afin d'obtenir une juste réparation en basant son action sur l'article 1382 du Code civil.

Ainsi, la demoiselle Bétinas, étudiante en P.C.M., suivait à l'Ecole de Médecine d'Angers le cours de travaux pratiques de botanique dirigé par le professeur David ; le 10 mai 1932, elle reçut au visage une partie du contenu d'un flacon renfermant de la potasse qui lui fut lancé par Rosin, étudiant en pharmacie ; gravement atteinte à l'œil droit, elle assigna Rosin, David, l'Etat français et la Ville

---

(1) Poitiers, 5 nov. 1928, D. H. 1928, 598 (et, sur pourvoi, Req. 28 avril 1933, D. H. 1933).

d'Angers, afin d'obtenir leur condamnation conjointe et solidaire en 153.000 francs à titre de dommages-intérêts en réparation de l'accident dont elle fut victime.

La Cour d'Appel d'Angers, par arrêt en date du 3 mars 1936 (1), dit que Rosin était seul et entièrement responsable de l'accident survenu à la demoiselle Bétinas et qu'il y avait lieu de recourir à une expertise médicale pour permettre la fixation de l'indemnité à allouer à la victime.

Mais l'action n'aurait pas été recevable si l'auteur de l'accident avait été un enfant qui aurait agi sans discernement et ne serait par conséquent pas tenu pour responsable.

En effet « quand le fondement de l'imputabilité des actions humaines, c'est-à-dire la conscience, la volonté, le discernement font totalement défaut, dit Sourdat, la responsabilité manque de base », l'auteur du dommage doit donc être affranchi de toute responsabilité.

C'est ainsi que le Tribunal civil de Bourg a déclaré, le 5 avril 1927 (2), que le camarade qui a jeté une boule de neige dans l'œil de son condisciple, n'est pas responsable de l'accident, l'auteur étant mineur et ayant agi sans discernement.

En fait, un mineur est tenu de réparer le préjudice qu'il a causé si, au moment où il a causé le fait dommageable, il avait l'intelligence assez développée pour comprendre la portée de son acte (3).

La question de savoir si l'enfant avait ou non le discernement, comme aussi celle de savoir quelle est l'étendue de sa faute et comment elle doit influencer sur la fixation de l'indemnité, est laissée à la sagesse des magistrats.

L'enfant ayant agi avec discernement peut être condamné et son père maintenu en cause comme administrateur légal des biens de son enfant mineur (4).

---

(1) D. H. 1936, p. 245.

(2) Loi 3 juin 1927.

(3) Trib. Angoulême, 20 mai 1912. Angers, 3 mars 1936, D. H., 1936, p. 245, *op. cit.*

(4) Alger, 1<sup>er</sup> décembre 1902, S., 1904-2-12.

D'ailleurs, il importe peu que l'enfant ne possède actuellement aucun bien, la victime ayant la possibilité de constituer une hypothèque judiciaire qui grèverait tous les biens de son débiteur au fur et à mesure qu'ils entreraient dans son patrimoine.

Il ne faudrait cependant pas s'illusionner sur l'effet pratique de cette action, car la victime ne l'intentera presque jamais contre un enfant qui ne possède aucun bien. Aussi plus intéressante sera l'action contre les parents.

## § 2. — *Action contre les parents de l'auteur du dommage*

Il semble de prime abord que cette action soit impossible.

En effet, par le simple fait du passage de l'enfant sous l'autorité du maître, la responsabilité du père cesse tandis que naît celle de l'instituteur ou plus exactement celle de l'Etat qui lui est substitué par application de la loi du 5 avril 1937.

Le père ne peut certes pas être poursuivi à raison d'un accident causé par son fils, alors que ce dernier n'était plus sous sa garde mais avait été confié à un maître chargé de lui donner l'instruction et l'éducation. Aucune faute ne peut donc lui être reprochée ; or, « ce qui oblige à réparation, dit M. Demogue, c'est le fait de l'homme constitutif du dommage ». Dans ces conditions, le père de l'auteur du dommage doit être mis hors de cause.

Toutefois, si le dommage causé par l'enfant est la conséquence d'une faute antérieure des parents, telle que mauvaise éducation donnée à l'enfant, imprudence commise en mettant à sa disposition un instrument dangereux (canif, couteau, pistolet, etc...), le père peut voir sa responsabilité engagée du fait de l'acte dommageable.

En effet, si le père a négligé l'éducation de son fils au point de lui laisser contracter des habitudes vicieuses, s'il a permis le relâchement de l'obéissance et de la discipline domestique, s'il lui a

donné de mauvais exemples, s'il n'a rien fait pour réprimer sa conduite, il a commis une faute et il est, dans ces conditions, responsable dans une certaine mesure, de l'accident, encore qu'il n'eût pas été à même de s'opposer aux écarts de son fils au moment où ils ont eu lieu.

Le 15 mars 1930, le Tribunal civil de la Seine (1) reconnaissait d'ailleurs la responsabilité du père à l'occasion des faits dommageables commis par son fils mineur n'habitant pas avec lui, mais placé comme élève dans un pensionnat, le fait nuisible ayant été précédé d'une faute du père. Le fait n'aurait pas eu lieu, en effet, si l'enfant n'avait pas reçu une mauvaise éducation.

Dans l'espèce, le père avait développé spécialement chez l'enfant le goût des armes à feu ; il lui avait acheté un revolver automatique et lui avait permis, par sa négligence, de l'emporter au pensionnat (2).

De même, le père pourrait voir, semble-t-il, sa responsabilité engagée, s'il avait caché volontairement tel vice de l'enfant à l'instituteur, le mettant ainsi dans l'impossibilité d'exercer sur lui une surveillance spéciale.

#### SECTION IV

##### **Combinaison des responsabilités**

Les faits étant dans la vie très complexes, il sera bien souvent impossible de trouver à l'accident une cause unique et l'on sera alors en présence d'une combinaison de responsabilités.

Ainsi la faute personnelle du membre de l'Enseignement public peut se rencontrer soit avec la faute du propriétaire des locaux, soit avec celle de la victime, soit avec celle de l'auteur du dommage

---

(1) D. H. 1930, p. 324.

(2) V. aussi Trib. civ. Seine, 24 juin 1902; Gaz. Trib., 2<sup>e</sup> partie, 1903-1-24.

s'il a agi avec discernement ; il appartiendra alors aux tribunaux dans le calcul de l'indemnité d'apprécier la part de chacun dans l'accident.

La responsabilité de l'instituteur peut se trouver combinée avec la responsabilité du fait des choses ; nous avons vu que la commune et l'Etat, en vertu de son obligation de contrôle, sont engagés par tout accident survenant aux élèves en raison du mauvais état des bâtiments scolaires. Le propriétaire des bâtiments d'une école privée répondrait également du mauvais entretien des locaux en vertu de l'article 1386 C. Civ.

L'instituteur peut être responsable aussi des objets mobiliers dont il se sert dans ses fonctions (appareils de chauffage, meubles, livres) en tant que gardien (art. 1384, § 11, mais selon M. le Professeur Perreau (1), « la présomption de faute édictée contre le gardien lui reste essentiellement personnelle et ne s'étend pas, d'après un arrêt récent, aux personnes qui répondent seulement du fait propre du gardien » (2). Dans ce cas l'Etat n'est donc pas responsable.

D'ailleurs l'instituteur est responsable de ses préposés dans ses attributions qui ne constituent pas un service officiel. Les communes répondraient des instituteurs à titre de commettants, si elles avaient passé avec eux des contrats de droit civil éventuellement pour diriger une cantine scolaire municipale ou un internat municipal (3).

L'Etat n'est pas responsable non plus des dommages que l'instituteur cause aux élèves par son fait propre étranger à son devoir de surveillance.

En dehors de son action récursoire contre l'instituteur, l'Etat peut infliger à ce dernier une peine disciplinaire (4).

---

(1) *Rev. trim. dt civil*, janv.-mars 1938, p. 16.

(2) Cass. Ch. civ. 30 déc. 1936 (S. 1937-1-137).

(3) PERREAU, *loc. cit.* p. 7.

(4) Les deux choses peuvent-elles se cumuler ? Cf. PERREAU, *loc. cit.*, p. 13.

La responsabilité de l'instituteur peut se combiner avec celle de la victime. C'est ainsi qu'en présence d'un défaut de surveillance du fonctionnaire, l'indemnité sera cependant diminuée si l'accident est dû au fait que la victime a enfreint les règlements.

La responsabilité de l'instituteur peut encore se combiner avec celle des parents des élèves ; dans le cas où ces derniers auraient permis à l'enfant de porter sur lui un objet dangereux à manier, un couteau par exemple ; ou encore dans le cas où ils auraient donné à leur enfant une mauvaise éducation.

Dans ces derniers cas, l'instituteur qui serait appelé en garantie par l'Etat dans l'action principale pourrait, à son tour, appeler en garantie le père de l'auteur du dommage.

Si l'Etat a été condamné à raison d'une faute de l'instituteur, il n'y a en réalité qu'une simple substitution de responsabilité et non cumul ; le préposé demeure en définitive responsable et l'Etat exercera contre lui l'action récursoire que lui reconnaît la loi du 5 avril 1937.

## SECTION V

### Répercussion de la loi du 5 avril 1937 sur les assurances

Les membres de l'enseignement sentant peser sur eux une très lourde responsabilité se sont depuis longtemps préoccupés de s'assurer contre cette responsabilité (1).

De sorte que si l'Etat condamné pour faute de l'instituteur se retourne contre ce dernier, c'est en réalité la Compagnie d'assurances de ce dernier qu'il va poursuivre, cela explique aussi pourquoi ces recours de l'Etat étaient fréquents, aucun scrupule ne pouvait arrêter l'administration dans la poursuite d'un fonctionnaire dont elle demeurait satisfaite, puisque ce n'était pas lui qui

---

(1) Cf. *Thèse Devillers, op. cit.*

devait définitivement en supporter les conséquences pécuniaires.

Ce dont pouvaient alors se plaindre les membres de l'enseignement, ce n'était pas d'avoir éventuellement des indemnités considérables à payer, c'était d'avoir à verser une prime assez élevée, étant donné la modicité de leur traitement.

Si la loi nouvelle diminue les risques que courent ces fonctionnaires, elle permettra aux compagnies d'assurances d'abaisser le taux des primes et ce sera un commencement de satisfaction pour les instituteurs qui verront ainsi s'alléger leurs charges.

Comme nous l'exposerons dans notre examen critique de la loi nouvelle, on peut considérer qu'elle a amélioré la situation des instituteurs en supprimant la présomption de faute et en obligeant la victime à faire la preuve de la faute alléguée. En ce qui concerne la substitution de l'Etat à l'instituteur, il ne semble pas qu'elle diminue les risques encourus par le maître. En cas de faute de sa part, c'est-à-dire dans tous les cas où l'Etat verra sa responsabilité substituée à celle de son préposé, il reste exposé à l'action récursoire de l'Etat.

Tout dépend donc de la façon dont les compagnies apprécieront les risques dans la nouvelle situation, mais il paraît légitime d'accorder aux instituteurs au moins une légère diminution du taux de leur prime d'assurance (1).

L'assurance, bien entendu, ne se conçoit que pour garantir l'instituteur contre l'action récursoire que l'Etat peut intenter contre lui ; elle ne s'adresse pas à l'Etat qui entend rester son propre assureur.

Selon M. le professeur Perreau (2), la Cour de Cassation appliquant à la victime d'un accident l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, ladite victime peut assigner l'assureur sans fixation préalable par justice de l'indemnité, le demandeur ne pouvant poursuivre

---

(1) Cf. SAVATIER dans *Lois nouvelles*, 1937.

(2) *Rev. trim. dt civil*, janv.-mars 1938, p. 19 et 20.

directement l'assuré. Le même auteur dit aussi (1) : « les privilèges étant de droit étroit, l'avantage accordé à l'instituteur ne s'étend pas à d'autres personnes. La loi nouvelle ne s'oppose pas à l'exercice de l'action devant les tribunaux civils, que l'article 2102, § 8 du Code civil donne à la victime contre l'assureur du délinquant, action distincte de celle que le droit commun lui donne contre celui-ci et que la nouvelle loi lui donne contre l'Etat ».

## II

### RESPONSABILITE DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La loi du 5 avril 1937 a, nous l'avons vu, modifié l'article 1384 § 5 du Code civil en faisant disparaître la présomption de faute à l'égard des instituteurs.

L'article 1384 § 5 *in fine*, tel qu'il est modifié par cette loi, porte en effet :

« En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable, devront être prouvées, conformément au droit commun, par le demandeur à l'instance. »

Il s'en suit que la responsabilité ne peut plus être engagée que dans les termes du droit commun, c'est-à-dire des articles 1382-1383 du Code civil.

Il n'a jamais été contesté que l'article 1384 § 5 ancien s'appliquait à tous les instituteurs sans distinction. De même la loi du 5 avril 1937 s'applique aussi bien aux membres de l'enseignement privé qu'à ceux de l'enseignement public.

L'importance de cette modification ne peut certes pas nous échapper, d'autant plus qu'en enlevant aux parents d'élèves le

---

(1) *Loc. cit.*, p. 11.

bénéfice d'un renversement de la preuve, il semble que le législateur leur retire « la faculté de déléguer à l'instituteur la responsabilité légale qui pèse normalement sur eux » (1).

En effet, la loi nouvelle laisse subsister à l'égard des père et mère, la présomption de faute édictée par l'article 1384 ancien du code civil, mais elle supprime cette présomption à l'égard de l'instituteur.

Les parents restent donc responsables des dommages causés par leurs enfants, à moins « qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ». Or, lorsque le dommage aura été causé alors que l'enfant n'était plus sous la garde de ses parents, mais sous la surveillance de l'instituteur, la victime du dommage ne pourra obtenir réparation puisqu'elle ne trouvera dans ce cas en face d'elle aucun responsable de plein droit et qu'il lui faudra apporter la preuve souvent très difficile du dommage.

La loi du 5 avril 1937 a donc condamné implicitement le principe de la responsabilité générale du fait d'autrui qui tendait à former un tout cohérent, du moins en ce qui concernait les mineurs, tandis que la jurisprudence s'efforçait de subordonner la décharge des parents au fait qu'ils fournissaient aux tiers un autre répondant pour l'enfant (2).

Désormais, lorsqu'un accident se produira dans un établissement d'enseignement privé, le Directeur, pas plus que son préposé, ne seront responsables de plein droit du dommage causé à leurs élèves. Il appartiendra à la victime ou à ses représentants d'apporter, dans tous les cas, la preuve de la faute de l'instituteur, peu importe qu'il appartint à l'enseignement privé ou à l'enseignement public.

C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré la 2<sup>e</sup> Chambre du Tribunal civil

---

(1) V. Commentaire de la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité civile des instituteurs et de l'Etat par M. SAVATIER, dans *Les Lois nouvelles*, n° 17, 25 juin 1937.

(2) SAVATIER dans *Les Lois nouvelles*, n° 17, *op. cit.*

de Nantes le 1<sup>er</sup> février 1938 (1) au sujet de l'accident survenu au jeune Bréchaire, élève à l'Institution Saint-Joseph d'Ancenis. Les enfants jouaient dans la cour de l'Institution, à un jeu inoffensif et ils étaient surveillés normalement ; à un moment donné, Bréchaire s'apprêtait à ramasser la balle qui se trouvait près de lui lorsque Lamarthe, qui tentait de l'en empêcher, perdit inopinément son sabot-galoche qui fut projeté dans la direction de Bréchaire au moment où celui-ci se baissait pour prendre la balle.

Le père de la victime, agissant en qualité d'administrateur légal des biens de son fils mineur, assigna l'Institution Saint-Joseph d'Ancenis, représentée par son Supérieur, en paiement de la somme de 50.000 francs à titre de dommages-intérêts ; il fondait son action sur l'article 1384 § 5 du Code civil et soutenait notamment que la loi du 5 avril 1937, qui avait fait disparaître la présomption de faute à l'égard des instituteurs, était inapplicable, l'Institution Saint-Joseph n'étant pas un établissement d'enseignement public.

Le Tribunal rejeta ce moyen de défense « attendu, dit-il, que la loi du 5 avril 1937 n'a fait aucune différence entre les membres de l'enseignement libre et ceux de l'enseignement public, que ses dispositions en ce qui concerne les règles de la preuve et la responsabilité s'appliquent sans restriction aucune à tous les instituteurs, seule la loi du 20 juillet 1899 ayant été modifiée par des dispositions applicables aux membres de l'enseignement public seulement ».

En définitive, la loi du 5 avril 1937 est imprégnée de plus de justice que celle du 20 juillet 1899. Celle-ci ne s'était pas occupée des instituteurs privés. Le législateur de 1937 a compris qu'on ne pouvait pas améliorer le sort des uns, sans adoucir également celui des autres, et en écartant à l'égard de tous la présomption

---

(1) G. P. 1938-1-726.

de responsabilité, il a effacé une inégalité que rien ne justifiait.

Malheureusement, cette réforme, généreuse en soi, a l'inconvénient de sacrifier la victime, en rendant plus difficile pour elle, la preuve d'un dommage dont la réparation lui est légitimement due.



## CHAPITRE V

---

### Compétence - Prescription - Rétroactivité

---

#### SECTION I

##### Compétence

En thèse générale, lorsque l'on veut intenter une action à raison du fait d'un fonctionnaire, il faut distinguer, relativement à la compétence, si l'on prétend à la réparation d'un fait personnel du fonctionnaire ou d'une faute de service, cette dernière n'engageant d'ailleurs jamais la responsabilité du fonctionnaire.

La victime d'une faute de service devra introduire une action devant les tribunaux administratifs, tandis que celle qui allègue un fait personnel s'adressera aux tribunaux judiciaires comme le veut le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires.

Pratiquement, sous le régime antérieur à la loi de 1937, le demandeur n'ayant pas à faire preuve d'une faute, puisqu'il bénéficiait de la présomption de l'article 1384 C. civ., pouvait toujours s'adresser aux tribunaux judiciaires ; c'était alors au défendeur à soulever l'exception d'incompétence, s'il s'agissait d'une faute de service.

En cas d'accidents causés par les élèves à la suite d'une faute personnelle du maître, la loi du 20 juillet 1899 ayant substitué la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, les tribunaux normalement compétents auraient été ceux d'ordre administratif. Ce

principe ressort en effet d'un arrêt du Tribunal des conflits (1) et d'un arrêt de la Cour de Cassation du 27 octobre 1897 (2), dans lequel nous relevons ce passage : « Attendu que l'autorité administrative est seule compétente pour connaître des actions tendant à faire condamner l'Etat puissance publique, comme responsable du fait ou de la négligence de ses agents dans l'exécution d'un service public... »

Or la loi du 20 juillet 1899 a précisément institué une dérogation au droit commun en conservant le régime antérieur de l'article 1384 malgré que la responsabilité de l'Etat fut substituée à celle de l'instituteur ; les tribunaux judiciaires étaient alors compétents, mais seulement dans l'hypothèse d'une faute personnelle de l'instituteur, seul cas où jouait la loi de 1899.

Il arrivait d'ailleurs le plus souvent que la victime fort prudemment assignait à la fois l'Etat en vertu de l'article 1384 C. civ. et l'instituteur en vertu des articles 1382 et 1383 (3). Parfois, lorsque le demandeur pouvait prouver la faute de l'instituteur, il n'engageait l'instance que contre ce dernier, les tribunaux civils étaient alors compétents de droit commun.

Quels changements la loi de 1937 vient-elle apporter dans cette sphère de la compétence *ratione materiæ* ? Dans les grandes lignes on peut dire qu'il n'y a que peu de modifications.

En ce qui concerne l'instituteur privé, rien n'est changé ; il sera poursuivi devant les tribunaux civils. Quant au membre de l'enseignement public, il ne peut plus, à raison de sa faute personnelle, être l'objet d'une poursuite devant les tribunaux civils, c'est « dans tous les cas » l'Etat qui devra être poursuivi et l'on a maintenu le principe de la loi de 1899 selon lequel l'action était

---

(1) 8 février 1873, D., 1873-3-20. Cf. arrêt PELLETIER du 30 juillet 1870, D. P., 1874-3-5.

(2) D. 1898-1-86.

(3) Mais la victime ne pouvait, en se fondant sur le seul article 1384, assigner à la fois l'Etat et l'instituteur. Cf. Cour de Cassation, Ch. civile, 1<sup>er</sup> février 1933.

néanmoins portée devant les tribunaux judiciaires (art. 2 § 5). Les cas où l'Etat est responsable sont beaucoup plus nombreux puisqu'il s'agit non seulement des hypothèses dans lesquelles les accidents sont causés par les élèves, mais encore de celles dans lesquelles ils sont causés aux élèves ; d'autre part les accidents peuvent s'être produits en dehors de la scolarité dans des œuvres annexes ; autrefois on ne pouvait invoquer dans ce cas que les articles 1382 ou 1383 et l'Etat ne pouvait être mis en cause.

Lorsque l'affaire est portée devant les tribunaux judiciaires, c'est le droit commun qui s'applique : selon la valeur du litige, la compétence appartiendra au Tribunal d'arrondissement ou au juge de paix. Dans le second cas, le litige ne devra pas dépasser 1.500 fr. en dernier ressort, ni 4.500 fr. à charge d'appel (décret-loi du 28 mars 1934).

En ce qui concerne la compétence *ratione loci*, l'action en responsabilité dirigée contre l'Etat doit être portée devant le tribunal du lieu « où le dommage a été causé » (art. 2 § 5) ; il faut en conclure sans doute que si le lieu de l'accident et celui où la faute a été commise sont distincts, c'est le tribunal du lieu où l'accident est survenu qui se voit attribuer exclusivement la compétence (1). Cette hypothèse pourrait se réaliser par exemple au cours d'un voyage d'études. En dehors de ce cas, l'action sera dirigée contre le Préfet du département (2) dans lequel le fonctionnaire en faute est instituteur. Il n'y a pas d'option entre le tribunal du domicile et celui du lieu du dommage. Il n'y a donc rien de changé par rapport à la loi de 1899 en ce qui concerne la compétence *ratione loci* (3).

Dans le cas où il s'agit d'une faute de service, la responsabilité de l'instituteur n'est pas engagée, l'Etat ne peut donc se substituer

---

(1) Par analogie avec la loi du 26 nov. 1923 interprétée par la Cour de Cassation Req. 8 mars 1937, Gaz. du Pal., 1937-1-937).

(2) Le dépôt préalable d'un mémoire demeure inutile (note Thomas, D. P. 1916-1-293).

(3) Cf. séance du 5 juillet 1933 au Sénat, J. O. p. 1630.

à lui, c'est l'Etat qui devra être poursuivi directement devant les juridictions administratives (1). C'est le Conseil d'Etat qui est compétent en cas de mauvais fonctionnement du service (2).

M. le professeur Desbois, dans son article paru au *Dalloz Hebdomadaire* du 15 juillet 1937, fait observer que la situation du demandeur est beaucoup plus délicate depuis la nouvelle loi ; il devra en effet résoudre le problème infiniment subtil de la distinction entre la faute personnelle et la faute de service afin de savoir quelle est la juridiction compétente alors que sous le régime antérieur le jeu de la présomption lui permettait, comme nous l'avons expliqué, d'éluder cette difficulté.

On s'est demandé si, en cas de délit pénal, la victime conservait le droit de poursuivre directement l'instituteur en faute devant la juridiction répressive. M. Mabrut, dans son rapport à la Chambre des députés, avait dit en effet qu'on pouvait induire du texte de la loi (art. 2 fin al. 1) « que la victime ne saurait exercer l'action civile à l'encontre des membres de l'enseignement public, même au cours d'une instance pénale, et encore moins saisir directement la juridiction pénale » ; cette opinion paraît bien être isolée, elle n'a été suivie en effet par aucun des commentateurs de la loi ni des arrêtistes (3).

Selon M. le Professeur Perreau (4), pour admettre l'interprétation du rapporteur, il faudrait dans la phrase « la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des dits membres de l'Enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les Tribunaux civils par la victime ou ses représentants » (5), considérer que les mots tribunaux civils sont employés par opposition à tribu-

(1) En ce sens H. DESBOIS, D. H. 15 juillet 1937, p. 56, contra SAVATIER in *Lois nouvelles* 1937, 1<sup>re</sup> partie, p. 242 et s. n° 14.

(2) Cf. Cons. d'Etat, 19 janv. 1934, S. 1934-3-24. Req., 11 juillet 1933, S. 1933-1-339.

(3) Cf. H. DESBOIS, D. H. 1937, chronique p. 55. Voirin, notes parlementaires, *Rev. trim. de Dr. civil*, 1928, p. 1037. Cf. note 5 au Rec. Sirey, *Lois ann.* 1937, p. 401.

(4) *Rev. trim. de Dr. civil*, janvier-mars 1938, n° 1, p. 10.

(5) Loi du 5 avril 1937, art. 2, fin de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

naux administratifs et qu'ils comprennent dès lors les juridictions répressives ; or rien ne paraît autoriser cette interprétation.

Il semble plus conforme au droit de considérer au contraire que l'instituteur en faute peut être poursuivi devant les tribunaux répressifs. M. le Professeur Perreau écrit (1) : « En cas de délit criminel, il n'est à l'abri des poursuites ni du ministère public, ni de la partie civile devant les tribunaux de répression » ; le même professeur fait observer antérieurement que l'instituteur ne peut plus être poursuivi par la victime « même au cas où le dommage provient d'une infraction à la loi pénale », ceci s'applique seulement à l'action en responsabilité portée devant les tribunaux civils ; M. Perreau fait d'ailleurs remarquer que les membres de l'enseignement public ont là un avantage notable sur les autres fonctionnaires.

Pour l'action devant un tribunal répressif, c'est la compétence de droit commun qui s'appliquera.

Il n'y a rien de changé pour la compétence quant à l'action de la victime contre les départements et communes propriétaires des bâtiments scolaires à raison de leur vice de construction ou de leur mauvais entretien ; c'est le conseil de préfecture du département de la situation de l'immeuble qui est compétent (2).

Quant à l'action récursoire, qu'elle soit dirigée contre l'instituteur, le département ou la commune, ou encore le tiers auteur du dommage, elle devra s'exercer « conformément au droit commun ». M. le Professeur Perreau (3) dit que « la responsabilité du défendeur s'appréciera d'après les principes du droit administratif pour les agents ayant qualité de fonctionnaire public (y compris l'instituteur lui-même), les départements et les communes ; d'après ceux du droit civil pour les autres personnes. »

---

(1) *Loc. cit.*, p. 10 et 11.

(2) Paris, 23 janv. 1937, *Gaz. Pal.*, 1937-1-643.

(3) *Loc. cit.*, p. 12.

Selon le même auteur, l'Etat conserve le droit d'appeler en garantie l'instituteur devant le juge saisi par la victime dans l'action principale, pour d'autres ce serait là un moyen d'annuler les effets de la nouvelle loi et cet appel en garantie serait dès lors exclu.

Si le recours de l'Etat est dirigé contre un département ou une commune pour mauvais entretien des bâtiments, les tribunaux administratifs seront seuls compétents (1). La loi du 5 avril 1937 n'a apporté aucune dérogation aux règles de la compétence administrative (2).

Si l'action récursoire vise un particulier, celui-ci peut être appelé en garantie devant le juge saisi de l'action principale. Il peut encore être poursuivi directement soit devant le juge du lieu de l'accident (loi du 26 nov. 1923) soit devant le tribunal de son domicile (art. 2 § 1<sup>er</sup> C. proc. civ.).

La victime peut avoir un recours contre l'assureur de l'instituteur sans fixation préalable par la justice de l'indemnité quand elle ne peut poursuivre directement l'assuré. En vertu de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930, la victime d'un accident peut assigner l'assureur devant le tribunal du domicile de l'assuré ou celui du lieu de l'accident (3).

## SECTION II

### Prescription

La loi de 1937 introduit une mesure nouvelle en abrégant le délai de la prescription. Quelles sont les actions auxquelles s'applique cette courte prescription triennale ? Ce sont les actions de

---

(1) Cf. Respons. du départ. Paris, 23 janv. 1937. Gaz. Pal., 1937-1-643, et conclusions de M. le Substitut général H. PICARD, resp. de la commune : Cons. d'Et. 3 févr. 1937, Gaz. Pal. 1937-1-833.

(2) Conseil d'Etat, 4 juin 1937, D. P., 1937-3-48.

(3) Cour de Cassation (Ch. civ., 17 janv. 1934, S. 1934-1-205).

la victime contre l'Etat mais en dehors des fautes de service. Toutefois cette disposition ne joue pas en ce qui concerne l'action récursoire de l'Etat, car il ne s'agit pas là d'une action en « réparation du dommage ». Elle n'intervient pas non plus au cas où l'action a un caractère pénal, ce sont les délais de prescription de l'action civile : un an pour une contravention, trois ans pour un délit, dix ans pour un crime, qui s'appliquent. Dans la plupart des cas c'est pour le délit de blessure involontaire que pourra être poursuivi le membre de l'enseignement public, ce sera donc aussi un délai de trois ans qui sera celui de la prescription.

La prescription de la loi de 1937 jouera même pour les actions antérieurement engagées, mais ne commencera à courir dans ce cas qu'à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

M. le Professeur Desbois (1) regrette l'introduction de cette prescription qui, sans profiter aux membres de l'enseignement public, puisque l'action récursoire de l'Etat à leur encontre se prescrit par trente ans, rend plus mauvaise encore la situation des victimes en les menaçant de forclusion à bref délai.

D'autres ont fait observer que cette mesure était illusoire, les prescriptions ne courant pas à l'encontre des mineurs et les victimes des accidents scolaires étant dans la très grande majorité des cas précisément des mineurs.

### SECTION III

#### Rétroactivité

Les membres de l'enseignement public seraient heureux si la loi de 1937 était rétroactive ; en effet, ce n'est quelquefois que plusieurs années après l'accident que la victime ou ses représentants

---

(1) D. H. 1937, chronique, p. 55.

intentent l'action en responsabilité parce qu'on n'a pas connu immédiatement la gravité du dommage ; si la loi de 1937 ne peut s'appliquer aux accidents survenus antérieurement à sa promulgation, les instituteurs risquent donc d'être poursuivis encore pendant de nombreuses années directement devant les tribunaux civils.

On s'est donc demandé ce qu'il fallait penser de la question du point de vue doctrinal.

En thèse générale, il faut se référer à l'article 2 du Code civil : « La loi ne dispose que pour l'avenir ». La doctrine et la jurisprudence font cependant une exception pour les lois de compétence et de procédure qui sont applicables immédiatement.

Il nous semble donc raisonnable d'adopter la solution de M. le professeur Savatier (1) selon laquelle il faudrait distinguer dans la nouvelle loi entre les dispositions strictement de procédure et de compétence qui seraient en vigueur dès la promulgation et les dispositions touchant au fond du droit qui ne sauraient être rétroactives. Les victimes d'un accident survenu avant le 5 avril 1937 ont certains droits acquis auxquels il ne peut être touché, tels que le droit de poursuivre directement l'instituteur et le droit de se prévaloir de la présomption de l'article 1384 du Code civil.

La question est d'ailleurs fort discutée ; elle a donné lieu à deux espèces de jurisprudence qui ont reçu des solutions absolument contradictoires.

Un jugement du Tribunal civil de Dôle du 22 décembre 1937 rendu dans l'affaire Veuve Gruet ès qual. c. Drevin et préfet du Jura (représentant l'Etat français) (2) dit que la loi du 5 avril 1937 doit être considérée comme une loi de procédure et de compétence et a, comme telle, un effet rétroactif. Selon ce jugement « l'expression « loi de procédure » ne doit pas, en pareil cas, être

---

(1) In *Lois nouvelles* 1937, 1<sup>re</sup> partie, p. 242 et s., n° 17, *loc. cit.*

(2) D. H., 7 avril 1938, p. 222.

restreinte aux textes qui édictent des formalités » mais s'applique aussi aux textes qui concernent l'admission et l'administration de la preuve ; la loi du 5 avril 1937, en raison même de son titre « loi modifiant les règles de la preuve ... » rentrerait dans cette catégorie. Selon ce même jugement, la présomption de l'art. 1384 du Code civil n'étant pas une présomption *juris et de jure*, ne touchait pas au fond du droit ; en outre une loi réduisant les délais de prescription est aussi rétroactive. En revanche un jugement du Tribunal civil de Bagnères-de-Bigorre, intervenu le 31 mars 1938, dans l'affaire Gervaud ès qualité c. Inspecteur d'Académie des Hautes-Pyrénées et Compagnie d'assurances *Le Secours* (1), a décidé que la loi du 5 avril 1937 n'avait pas d'effet rétroactif et ne devait pas être appliquée à un accident antérieur à sa promulgation, même si l'assignation en dommages-intérêts lui est postérieure. Voici quelques attendus de ce jugement : « Attendu que le droit pour la victime sous le régime antérieur à la loi précitée de poursuivre la réparation du préjudice contre les membres de l'enseignement public, lorsqu'il s'agissait d'accidents survenus en dehors de la scolarité — l'Etat n'étant pas, dans ce cas, substitué à l'instituteur — de même que le droit de se prévaloir à l'encontre de ce dernier de la présomption de responsabilité au lieu d'être obligé de prouver sa faute selon le droit commun, ne constituait pas de simples dispositions de procédure mais bien des droits auxquels il ne saurait être porté atteinte en l'absence d'un texte formel ; Attendu que les défendeurs objectent que ce droit serait acquis à tout le moins au jour de la demande en justice et que l'instance n'ayant pas été introduite par Gervaud avant la loi du 5 avril 1937, celle-ci serait seule applicable à la cause... Attendu que ce moyen ne saurait être accepté... Que le droit à la réparation prend naissance... au moment où le dommage a été causé... »

---

(1) D. H. 14 juillet 1938, p. 412.

On peut se rendre compte par les extraits de ces jugements des difficultés d'interprétation que présente la nouvelle loi sous le rapport de la rétroactivité.

## CHAPITRE VI

---

### Mesures destinées à prévenir les accidents scolaires

---

L'instituteur a à sa disposition certains moyens de dégager sa responsabilité, il peut par exemple, dans l'enseignement privé, exiger des parents un écrit autorisant leurs enfants à rentrer chez eux par leurs propres moyens, comme cela se fait couramment.

Il sera aussi pour lui de la plus élémentaire prudence d'interdire certains jeux et l'usage de certains objets dangereux ; les espèces de jurisprudence révèlent des accidents qui de la sorte auraient pu être très facilement évités.

Ainsi dans le Morbihan (1), le jeune Belzic s'est fracturé le péroné droit alors qu'il jouait à se porter avec son camarade Auffret. Dans le Rhône (2), le jeune Saint-Didier André a perdu la vision d'un œil après y avoir reçu une balle en caoutchouc durci. Dans les Basses-Alpes, les élèves ayant organisé un jeu de « chasse au chamois », le jeune Oliviero a eu l'œil droit crevé par une flèche pointue lancée à l'aide d'un fusil-jouet.

Sans tomber dans l'excès qui consisterait à contraindre les enfants à une inaction incompatible avec les aptitudes et les aspirations de leur âge, il est prudent en effet de leur interdire cer-

---

(1) *Bulletin trimestriel de l'Union Solidariste Universitaire et de la Fédération des autonomes* (affaire n° 24.989).

(2) *id.* n° 20.185.

tains jeux dangereux, tels que ceux qui viennent d'être cités, auxquels on pourrait en ajouter bien d'autres (emploi d'une fronde par exemple).

Mais si certaines mesures sont du ressort de l'instituteur, il est certain que l'Etat et les diverses collectivités ont elles aussi des dispositions à prendre pour prévenir les accidents ; c'est ce que nous allons étudier maintenant.

Nous avons exposé dans le chapitre premier la diversité des accidents qui surviennent dans les écoles.

Or les familles sont contraintes par nos lois sur l'enseignement primaire obligatoire (1) d'envoyer leurs enfants à l'école.

Dans ces conditions, l'Etat doit, en toute équité, prendre toutes dispositions utiles afin que les enfants qui sont confiés aux membres de l'enseignement public ne soient exposés à aucun danger.

En effet, nous avons vu que si la loi du 5 avril 1937 met à la charge de l'Etat la réparation des accidents scolaires, il ne faut pas oublier que la victime ne pourra être indemnisée que dans le cas où elle apportera la preuve soit d'une faute du service public de l'enseignement, soit d'une faute de l'instituteur (imprudence, défaut de surveillance), soit du mauvais état des locaux scolaires, et cette preuve peut présenter quelques difficultés.

Le devoir de l'Etat est donc de s'efforcer de diminuer le plus possible les risques d'accidents, dans son intérêt et dans celui du public.

A cet effet, il devra veiller par ses représentants : Ministre de l'Education nationale, préfets, à ce que les diverses collectivités : Etat, département, commune, édifient des bâtiments modernes conformes aux besoins de l'école et apportent aux bâtiments existants les améliorations nécessaires. Il exercera dans ces conditions un contrôle étroit au cours des différents stades de la construction

---

(1) Loi du 28 mars 1882 modifiée par celle du 9 août 1936 relative à la prolongation de la scolarité à 14 ans.

des édifices mis à la disposition des instituteurs publics pour y donner leur enseignement.

L'installation du chauffage des écoles, la construction des escaliers, l'évacuation des eaux usées, devront attirer son attention d'une façon toute particulière car leur aménagement défectueux risquerait de provoquer des accidents.

Signalons enfin que l'inspection médicale des écoles s'impose.

Certes il peut sembler, de prime abord, que nous nous écartons du domaine des « accidents scolaires », néanmoins nous croyons utile d'en faire état, car si l'inspection médicale des écoles est en principe destinée à dépister la maladie chez les enfants du troisième âge, elle peut parfois, à titre accessoire, permettre de déceler et de traiter à temps un état pathologique peu apparent et cependant consécutif à un accident scolaire antérieur, jugé tout d'abord sans gravité.

Nous étudierons donc successivement ces divers points.

## SECTION I

### **Édification de bâtiments modernes conformes aux besoins de l'Ecole**

La construction des locaux scolaires est particulièrement délicate et les diverses collectivités doivent prendre toutes mesures utiles afin que les enfants soient en complète sécurité dans les écoles.

Dans ce but, le Ministre de l'Education Nationale a, dans de nombreuses circulaires, précisé aux préfets les règles techniques à suivre pour l'édification des bâtiments scolaires.

Dans un paragraphe premier, nous reproduirons l'instruction administrative des projets scolaires et dans un paragraphe deux, la conception de l'ensemble de la construction et de la distribution des locaux.

§ 1<sup>er</sup>. — *Instruction administrative  
des projets de constructions scolaires*

Les projets de constructions scolaires doivent être établis conformément aux instructions ministérielles, à ce sujet il importe de distinguer les projets relatifs à l'acquisition des terrains et les projets relatifs à la construction proprement dite.

I. — ACQUISITION DU TERRAIN

Le dossier d'acquisition du terrain doit comporter, entre autres, les documents suivants :

1° Plan parcellaire cadastral du terrain avec son orientation, son nivellement, l'indication des parcelles bâties ou non bâties.

.....

5° Des renseignements aussi précis que possible sur la qualité du sol et sa salubrité, les ressources en eau potable, la possibilité d'évacuation des eaux usées, la constitution géologique du sous-sol et si possible le niveau que devront atteindre les basses fondations pour trouver le bon sol (procès-verbal de sondage ou coupe géologique).

6° Un croquis sommaire de l'utilisation de la surface en vue de la construction future permettant de se rendre compte si la forme, l'orientation et la pente du terrain se prêtent à l'usage auquel il est destiné.

Ce dossier est soumis à l'examen de l'Inspecteur d'Académie et, dans certains cas, à celui de la Commission sanitaire et du Conseil départemental d'Hygiène (par exemple lorsqu'il y a lieu d'apprécier les conditions d'imperméabilité du terrain). Lorsque l'instruction réglementaire est terminée, le préfet le transmet au Ministre de l'Education nationale, afin qu'il autorise la commune à acquérir.

## II. — CONSTRUCTION

Le dossier est constitué en deux phases :

A) Etablissement par l'architecte choisi par la commune d'un avant-projet très succinct.

B) Etablissement du projet définitif.

A) *Avant-projet.*

L'avant-projet comprend les documents ci-après :

1° Le plan de situation des lieux avec l'orientation nettement indiquée, les abords et, dans les centres urbains, les prospects ;

2° Une note sur la nature du sol, et, le cas échéant, la profondeur et l'importance des fondations à prévoir ;

3° Une note sur l'alimentation possible en eau potable et l'évacuation des eaux usées ;

4° Les plan, coupe et façade à l'échelle de 5 millièmes avec indication sur les plans par trois teintes conventionnelles des parties conservées, des parties à modifier ou démolir et des parties à construire, et l'indication de l'orientation des bâtiments et des classes.

.....

Cet avant-projet est soumis à l'examen de l'Inspecteur d'Académie et de la sous-commission du Comité des Constructions scolaires pour leur permettre de se rendre compte de la conception de l'ensemble de la distribution des locaux, du coût probable de la construction. Il doit permettre également à la sous-commission de faire des observations ou des critiques suffisamment précises pour que l'architecte puisse établir son projet définitif avec la quasi-certitude que ce projet définitif ne donnera plus lieu qu'à des observations de détail.

B) *Projet définitif.*

Lorsque l'avant-projet a reçu les avis favorables des services aca-

démiques et de la sous-commission du Comité des Constructions scolaires, la commune présente le projet définitif qui comprend deux dossiers distincts :

- 1° Dossier technique ;
- 2° Dossier financier.

Le projet ainsi constitué est inscrit par les soins du Préfet, après avis de la Commission départementale, sur la liste de classement par ordre d'urgence dressée chaque année par le Conseil général, puis transmis au Ministre en vue de son approbation et de l'attribution d'une subvention (1). Ce n'est qu'après fixation du montant de la subvention de l'Etat que la commune pourra commencer les travaux ; ceux-ci d'ailleurs feront l'objet d'un contrôle étroit de l'administration. En effet, le préfet a mission de désigner un architecte-contrôleur qui devra s'assurer que les travaux ont bien été effectués conformément aux plans approuvés par le Ministre (2).

Ces mesures ont pour but d'éviter, dans la mesure du possible, les malfaçons et les vices de construction qui sont une des causes des accidents qui surviennent aux élèves.

## § 2. — *Conception de l'ensemble de la construction et de la distribution des locaux*

La conception de la distribution des locaux, les dimensions des classes, préaux, cours, etc., ont attiré également l'attention du Ministre de l'Education Nationale qui, par circulaire du 24 août 1936 (3), a adressé aux préfets ses instructions notamment en ce qui concerne l'aménagement des écoles primaires élémentaires.

---

(1) Ce n'est qu'après fixation par le Ministre de la subvention de l'Etat que la Commission départementale (émanation du Conseil général) attribuera à la commune la subvention du département.

(2) Dans le cas où la commune n'a pas sollicité de subvention et a pris l'engagement de couvrir la dépense par ses propres moyens, le dossier est approuvé par le préfet.

(3) *J. O.* du 28 août 1936, p. 9.220 et 9.222.

Ainsi « le terrain destiné à recevoir une école devra autant que possible, être dégagé et entouré de jardins, bien aéré, d'un accès facile et sûr, éloigné de tout établissement insalubre ou dangereux, et, de préférence, écarté des voies de grande communication et des cimetières.

« Le sol sera, s'il en est besoin, assaini par drainage souterrain (art. 1<sup>er</sup>).

« La superficie du terrain sera évaluée à raison de 10 mètres cubes par élève, non compris le jardin et le terrain de jeux ; elle ne pourra, toutefois, avoir moins de 500 mètres cubes. L'école et ses annexes doivent être entourées d'une clôture permettant la vue de l'extérieur (art. 2).

« Chaque classe aura une entrée indépendante. Les portes ne devront pas ouvrir directement sur la rue (art. 8). »

Les classes seront de forme rectangulaire et ne pourront recevoir plus de 40 élèves ; la surface sera calculée à raison de 1 mètre cube 50 par élève et la hauteur sous plafond ne sera jamais moindre de 4 mètres.

Lorsque les classes seront desservies par des galeries ou couloirs, ces galeries auront une largeur minimum de 1 m. 50 et les portes des classes ouvrant sur ces couloirs auront 90 centimètres de largeur.

En effet, des couloirs et des portes trop étroits peuvent être une cause d'accidents, car il ne faut pas oublier que les locaux scolaires sont mis à la disposition d'enfants qui, en raison de leur âge, sont turbulents, impétueux et, par suite d'une précipitation ou d'une collision, risquent de se blesser ou de blesser un camarade. On ne peut donc prendre trop de précautions afin d'éviter ces sortes d'accidents.

C'est pourquoi le ministre recommande que la surface de la cour de récréation soit calculée à raison de 5 mètres carrés par élève et n'ait pas moins de 200 mètres carrés. Il incite d'autre part

les communes à veiller à ce que le sol ne soit pas perméable, ni glissant, ni poussiéreux, et à ce que les passages et les trottoirs ne fassent jamais saillie.

De même les préaux devront avoir une superficie suffisante (au minimum 2 mètres carrés par élève) de façon que les enfants puissent, pendant les saisons pluvieuses, y prendre leurs ébats sans danger.

Les matériaux devront être de bonne qualité ; les matériaux perméables à l'eau seront exclus de la construction. On emploiera généralement pour les murs portant planchers, des moellons ou meulières, des briques creuses ; la construction pourra être constituée aussi par une ossature de béton armé ou métallique, dans laquelle la brique servira seulement de remplissage.

Les pentes du terrain entourant la construction seront ménagées de façon à assurer l'écoulement facile des eaux. Le nivellement du sol sera établi de façon à permettre un prompt écoulement des eaux pluviales ; néanmoins sa déclivité ne pourra dépasser 3 centimètres par mètre.

Dans les lavabos-vestiaires, l'évacuation de l'eau usée ne pourra pas être interrompue par une bonde d'obturation et dans aucun cas l'affluent des fosses septiques ne pourra être rejeté dans des puisards absorbants.

A ce sujet il importe de signaler que les privés doivent être placés de façon à être facilement surveillés et construits conformément aux prescriptions des services d'hygiène.

L'installation des escaliers ainsi que celle des appareils de chauffage devront être effectuées avec le plus grand soin de manière à ce que les élèves ne soient exposés à aucun danger.

Les classes installées aux étages devront être desservies au moins par deux escaliers droits, sans partie circulaire, placés aussi près que possible des extrémités opposées.

Les volées seront séparées par un palier de repos.

Les marches auront, au minimum, 1 m. 35 de largeur et au maximum 16 centimètres de hauteur.

Toutefois l'escalier pourra être remplacé par un plan incliné n'ayant pas plus de 14 p. 100 de pente.

Quant au mode de chauffage des écoles, il serait désirable qu'il soit assuré suivant les cas, soit par le chauffage à vapeur à basse pression, soit par le chauffage par circulation d'eau chaude, soit par l'électricité, soit par tout autre procédé donnant sécurité et approuvé par les services d'hygiène.

Malheureusement toutes les communes n'ont pas les moyens de faire installer le chauffage central dans leurs écoles.

Aussi dans les écoles de moins de trois classes, le Ministre de l'Education Nationale permet-il d'installer dans chaque salle un poêle pourvu d'un réservoir d'eau avec surface d'évaporation.

Ce poêle sera, de préférence, placé dans la cloison ou le mur séparant la classe du couloir, et il comportera un dispositif de protection. En effet, nombreux sont les accidents qui ont été causés par suite de l'absence d'une grille protectrice (1) et on ne saurait trop recommander aux communes de se conformer à ce sujet aux prescriptions ministérielles afin d'éviter ces déplorables accidents (2).

D'autre part, le choix du mobilier scolaire doit être judicieux ; de préférence ce mobilier sera individuel et en ce cas comprendra pour chaque enfant une table horizontale et une chaise, munies l'une et l'autre d'amortisseurs de bruits.

Au cas où il ne serait pas possible d'obtenir le mobilier individuel (et c'est le cas dans presque toutes les écoles), on pourra prévoir des tables à deux places avec siège individuel et mobile.

En aucun cas, le mobilier ne sera fixé au sol.

---

(1) Conf. *suprà*, p. 6, C. d'Et., 22 juil. 1921, S. 1921, p. 751. C. d'Et., 21 mai 1931, G. P. 1931-2-49.

(2) La circulaire ministérielle du 24 juin 1931 prescrit l'entourage par une grille protectrice, des poêles installés dans les salles de classe.

D'ailleurs, par décret en date du 6 janvier 1937, le Ministre de l'Education Nationale a institué un Comité central de construction du mobilier et du matériel scolaire dont la section permanente a mission d'examiner les modèles déjà réalisés de bancs, de tables, de chaises, afin d'établir une liste du mobilier et du matériel dont l'acquisition pourrait être éventuellement approuvée ou recommandée par le Ministre.

## SECTION II

### Amélioration des bâtiments scolaires existants

Nous venons de voir les précautions qu'il convient de prendre pour la construction des écoles.

En dehors des constructions neuves qu'elles font édifier, les communes doivent, conformément aux lois des 30 octobre 1886, 19 juillet 1889 et 25 juillet 1893, faire exécuter chaque année, dans les bâtiments scolaires, les travaux de réparation et d'entretien nécessaires.

En effet, l'entretien des locaux scolaires, ainsi que les menues réparations auxquelles ils donnent lieu, sont pour les communes des dépenses obligatoires (art. 4 de la loi du 19 juillet 1889 - 25 juillet 1893 sus-visée) qui, en cas de nécessité absolue, pourraient faire l'objet de l'inscription d'office de la dépense au budget communal (décret du 7 avril 1887, loi du 5 avril 1884).

Il est du reste de l'intérêt bien compris des communes de ne pas différer les réparations scolaires car une municipalité négligente risque de se voir rapidement amenée à envisager la construction de nouveaux locaux scolaires destinés à remplacer d'anciennes écoles tombées dans un état de vétusté les rendant impropres à toute utilisation.

D'autre part, la responsabilité communale sera certainement en jeu pour tout accident se produisant dans des locaux insuffisamment entretenus.

La négligence des municipalités est malheureusement un fait assez fréquent, surtout dans les régions rurales où la population n'est pas toujours suffisamment pénétrée des obligations imparties aux communes en matière d'instruction publique.

Cette situation n'a pas échappé au Ministre de l'Education Nationale qui, dans sa circulaire du 7 janvier 1928, a déclaré aux préfets qu' « il tenait essentiellement à ce que les locaux scolaires soient visités tous les ans soit par Messieurs les Inspecteurs primaires, soit par Messieurs les délégués cantonaux, soit par les agents du contrôle technique des travaux et que l'on effectue, à l'époque des grandes vacances, les travaux indiqués comme nécessaires ».

En principe, ces réparations seront à la charge de la commune propriétaire du bâtiment, cependant elle pourra obtenir une subvention de l'Etat et du département lorsqu'il s'agira de grosses réparations jugées indispensables, qui modifient la situation ou l'aménagement des bâtiments scolaires ; toutefois, si ces réparations sont la conséquence d'un manque d'entretien, la dépense servant de base à la subvention de l'Etat pourra être réduite pour sanctionner la carence des autorités locales.

Mais il peut arriver que le service scolaire soit assuré par une location, notamment lorsqu'il s'agira de classes provisoires.

Dans ce cas, les réparations et travaux d'entretien seront à la charge du propriétaire, la commune ne devant supporter, comme tout locataire, que les seules réparations locatives (ramonage des cheminées, vidange de la fosse d'aisance, etc...). La commune doit donc s'entendre avec le propriétaire afin qu'il fasse exécuter les travaux dont l'urgence a été reconnue par l'Inspecteur primaire. En cas de refus de la part du propriétaire, il y a mise en demeure

et la commune doit l'assigner immédiatement devant les tribunaux.

Pour éviter toute difficulté à ce sujet, les préfets et inspecteurs d'académie ont le devoir de veiller à ce que les baux fixent toujours, par une clause spéciale, à qui incombent les réparations.

A noter que les travaux de grosses réparations ne sauraient, en aucun cas, bénéficier d'une subvention de l'Etat ou du département, lorsque le local n'appartient pas à la commune.

### SECTION III

#### Inspection médicale des écoles

L'insuffisance ou l'impropriété des locaux scolaires n'est pas la seule cause indirecte des accidents scolaires.

La santé précaire des écoliers, une mauvaise hygiène des locaux pourtant solidement construits, sont encore des causes susceptibles d'influer sur le nombre et la gravité de ces accidents.

Les enfants déficients sont, à n'en pas douter, plus souvent que les autres, les auteurs ou les victimes d'accidents. Un enfant nerveux et instable causera autour de lui plus de dommage qu'un de ses jeunes camarades d'humeur stable et bien équilibré ; tel autre enfant, atteint d'une maladie osseuse, se fracturera dans une chute, plus facilement un membre, qu'un autre enfant robuste et bien constitué.

Ces quelques exemples montrent combien une bonne surveillance médicale des écoles est de nature à apporter une contribution efficace à la diminution des accidents scolaires.

L'inspection médicale des écoles a actuellement pour objet :

1° D'assurer la surveillance hygiénique des bâtiments et du mobilier scolaires ;

2° D'instituer l'examen médical des élèves au cours de l'année scolaire ;

3° De faire établir des carnets de santé confidentiels et des fiches anthropométriques pour chaque enfant.

Enfin, elle prévoit des mesures d'ordre général ou particulier que le médecin croit devoir prendre.

Dans chaque département, il est institué un règlement scolaire d'hygiène pris en application de la loi du 30 octobre 1886 et de l'arrêté ministériel du 3 février 1912, après avis du Conseil départemental de l'enseignement primaire et du Conseil d'hygiène départemental (1).

---

(1) Sur cette question consulter Henry LANGLADE, *L'Organisation administrative de l'Inspection sanitaire des Ecoles*, thèse Montpellier 1936 (en particulier p. 59 et 72). Cf. aussi DUFESTEL, *Hygiène scolaire* (1932) et GENEVIER et DESCAMPS, *Hygiène scolaire* (1933).



## CHAPITRE VII

---

### Appréciation critique du régime actuel

---

#### SECTION I

#### **Quels sont les résultats de la loi du 5 avril 1937 ?**

Agée d'un an et demi à peine, la nouvelle loi a suscité déjà d'après critiques, dont la plus générale et la plus grave est qu'elle ne répond pas au but poursuivi. D'après les longs travaux préparatoires et la pression exercée par les représentants de l'enseignement pour faire aboutir les projets de réforme, il semble que la législation ait uniquement en vue d'améliorer, par la loi du 5 avril 1937, la situation des membres de l'enseignement public.

Ceux-ci estimaient, comme nous l'avons déjà dit, supporter une responsabilité beaucoup trop étendue. Cette responsabilité leur paraissait plus lourde que celle des autres fonctionnaires du fait que des enfants leur étaient confiés, c'est-à-dire de jeunes êtres spontanés, impulsifs, remuants et inconscients du danger. Les risques d'accidents sont dans ces conditions très considérables et de nature à hanter particulièrement l'esprit des instituteurs primaires dont les ressources sont, le plus souvent, assez modiques. Il était bien naturel que le législateur cherchât à les exonérer en tout ou partie de cette écrasante responsabilité.

Nous nous demanderons donc, d'une part, s'il y a réussi et dans quelle mesure, si la loi du 5 avril 1937 est bien la loi d'exception

que certains ont cru, et nous examinerons d'autre part si les textes nouveaux n'ont pas eu de répercussion sur les autres intéressés et s'ils leur ont été favorables ou défavorables.

C'est par ce dernier problème que nous commencerons, passant en revue toutes les personnes intéressées par la loi et qui peuvent en tirer éventuellement un avantage ou une charge supplémentaire.

Tout d'abord, les *instituteurs privés* profitent de l'article 1<sup>er</sup> de la loi au même titre que les instituteurs publics, puisque le dit article supprime aussi bien à l'égard des uns que des autres la présomption de faute instituée par l'ancien article 1384 du Code civil. Il ne leur est en outre imposé aucune charge nouvelle, de sorte que les instituteurs privés sont à ranger dans la catégorie des bénéficiaires du régime actuel.

Se trouvent encore avantagées *toutes les personnes* qu'une sage interprétation permettait de comprendre dans le terme d' « *instituteurs* » et voyaient à ce titre peser sur elles la présomption de l'article 1384. Aujourd'hui le problème, si important sous le régime antérieur, de savoir quels sont ceux qu'il faut considérer comme « *instituteurs* » a perdu beaucoup de son intérêt du fait de la disparition de la présomption à leur encontre. La question qui prend de l'actualité est celle de la distinction entre les instituteurs et les artisans, puisque la présomption de l'article 1384 continue à jouer contre ces derniers. Si un artisan donne un enseignement dans une école professionnelle, il doit être considéré au cours de ces fonctions comme un « *instituteur* » ; il ne saurait en être de même pour l'artisan qui enseigne son métier au jeune apprenti qui l'aide dans l'exercice de sa profession.

Quant à l'Etat, il voit à la fois sa responsabilité aggravée et diminuée. Elle est aggravée parce qu'aujourd'hui l'Etat répond non seulement des accidents causés *par les élèves*, mais encore de ceux qui surviennent *aux élèves* quand ils se blessent eux-mêmes ; elle

est aggravée aussi par suite de son extension en dehors de la scolarité aux cas d'accidents survenus dans des œuvres annexes ; il est difficile d'ailleurs à l'heure actuelle de préciser quelles sont ces œuvres poursuivant « un but d'éducation morale et physique » ; selon certains auteurs, elles seraient loin d'englober toutes les œuvres post et périscolaires et l'on ne pourrait en aucune façon y comprendre les internats simplement autorisés, ni les œuvres de pur délassement ou divertissement (1). La responsabilité de l'Etat subit une troisième extension du fait des personnes qui l'engagent ou en bénéficient ; il ne s'agit plus seulement des élèves proprement dits des écoles publiques suivant les programmes scolaires, mais encore de tous « les enfants ou jeunes gens confiés » aux membres de l'enseignement public « dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements » (2). On s'est demandé si les majeurs et les adultes pouvaient être compris dans cette catégorie ; selon M. le Professeur Perreau, ils doivent en être exclus en raison du terme « confiés » qui figure dans la loi (3).

La responsabilité de l'Etat est diminuée du fait que les victimes ne bénéficient plus de la présomption de faute à l'encontre de l'instituteur auquel il se trouve substitué ; certaines instances risquent de ne pas aboutir en raison de la difficulté de preuve ; en effet, les parents qui agiront comme représentants légaux des victimes n'auront pas assisté ordinairement à l'accident, qui n'aura eu le plus souvent pour témoins que les enfants.

Faut-il penser en définitive que c'est l'aggravation ou l'atténuation qui l'emporte ? A n'en pas douter, l'extension de la responsabilité est plus grande, mais elle n'aura vraisemblablement pas de très graves conséquences, puisque l'Etat ne peut être poursuivi en vertu de la loi du 5 avril 1937 qu'au cas de faute prouvée de l'instituteur, c'est-à-dire que l'action récursoire contre le fonctionnaire

---

(1) Cf. PERREAU in *Revue trim. de dt civil*, janvier-mars 1938, p. 5 et 15, *op. cit.*

(2) Loi du 5 avril 1937, art. 2, § 2.

(3) *Loc. cit.*, p. 5.

en cause lui sera toujours possible. Et l'Etat ne se fait généralement pas faute d'exercer ce recours ; les instituteurs étant le plus souvent assurés, c'est en réalité contre leur assureur que l'Etat se retourne ; ceci fait tomber les hésitations que pourrait éprouver l'administration relativement à la poursuite d'un fonctionnaire qui lui donne satisfaction. Cependant, il est à noter que le crédit ouvert par la loi de finances du 31 décembre 1937, pour l'exercice 1938, en vue de dépenses résultant de la loi du 5 avril 1937, est très supérieur au crédit inscrit pour l'exercice 1937 en raison des dépenses occasionnées par la loi du 20 juillet 1899, comme le fait ressortir notre tableau qui figure en annexe (1). En effet, au lieu de 715.000 francs inscrits pour 1937, il s'agit de 1 million pour 1938. Ceci semblerait indiquer que dans certains cas l'Etat ne fait pas usage de son droit de recours, vraisemblablement quand l'instituteur n'est pas assuré et n'a commis qu'une faute légère.

Que faut-il penser maintenant de la situation des victimes de l'accident scolaire ? L'impression générale est qu'après avoir été les victimes de l'accident, elles sont encore les victimes de la loi du 5 avril 1937. L'exercice de l'action en responsabilité et en réparation du dommage leur devient infiniment plus difficile du fait de la suppression de la présomption de faute ; c'est sur elles que pèse maintenant la charge de la preuve et nous avons fait observer déjà combien il peut être difficile pour les parents de la jeune victime de faire la preuve de faits auxquels ils n'ont pas assisté et qui n'ont eu le plus souvent que des enfants pour témoins. Nous avons signalé aussi que c'est maintenant au demandeur à faire la distinction subtile entre la faute personnelle et la faute de service, puisque c'est dans le premier cas seulement que son action sera recevable devant les tribunaux judiciaires. Enfin, la victime se voit l'objet d'une forclusion à bref délai du fait de l'institution de la

---

(1) Cf. *infra*, p. 112.

courte prescription de trois ans; selon M. le Professeur Desbois (1), on ne voit pas l'intérêt d'une telle mesure qui restreint injustement le droit de la victime sans guère profiter aux membres de l'enseignement public; l'action récursoire que l'Etat peut diriger contre ces derniers se prescrit en effet par trente ans. D'une manière générale, le sort fait aux victimes par la loi du 5 avril 1937 a soulevé les plus vives protestations des commentateurs, et voici comment M. le Professeur Perreau termine son article (2) : « L'Etat, d'après un dicton courant, est censé toujours solvable, mais encore faut-il pouvoir le poursuivre, ce qui n'est pas ici toujours le cas. Malgré la substitution générale de sa responsabilité à celle de l'instituteur, il y a encore de beaux jours pour l'assurance, par les familles, contre les accidents scolaires ». Ceci est d'autant moins juste que l'instruction primaire étant obligatoire, les familles même les plus indigentes ne peuvent se soustraire aux risques des accidents scolaires.

Que dire maintenant du principal intéressé : *le membre de l'enseignement public* ? Le premier article de la nouvelle loi lui est incontestablement très avantageux, en supprimant la présomption de faute à son encontre et en obligeant la victime à faire la preuve dans les conditions du droit commun. Mais l'article 2, qui paraît instituer en sa faveur un grand privilège : l'immunité des poursuites devant les tribunaux civils, est-il en définitive si favorable ? On en peut douter ; certes, le membre de l'enseignement public ne peut plus être assigné directement par la victime devant les tribunaux civils, ce qui le met à l'abri de poursuites souvent inconsidérées, mais il peut l'être encore par elle devant les tribunaux répressifs ; peut-être n'y aura-t-il alors que changement de juridiction, la victime pouvant invoquer ordinairement le délit de blessure involontaire. Ceci serait tout de même un avantage, le demandeur

---

(1) D. H. 1937, Chronique, p. 56.

(2) *Revue trim. de dt civil*, Janvier-mars 1938, p. 22.

hésitant davantage à porter son action devant les tribunaux répressifs où, en cas d'échecs, tous les frais restent à sa charge. Mais si le membre de l'enseignement public ne peut être poursuivi par la victime, il pourra l'être par l'Etat au moyen de l'action récursoire dans tous les cas où sa faute personnelle est prouvée, c'est-à-dire les seuls où sa responsabilité est engagée. Il y a donc seulement changement de demandeur, mais non diminution de risques, puisque l'Etat ne se fait pas faute d'utiliser son droit de recours. Il semble bien d'ailleurs que l'Etat pourrait, comme nous l'avons dit déjà, appeler l'instituteur en garantie dans l'instance principale.

On peut dire que ce qui pèse sur les instituteurs c'est moins le poids de leur lourde responsabilité, puisqu'ils peuvent s'assurer, que la charge que constitue pour eux le paiement de la prime. Si donc les compagnies d'assurances ou les mutuelles consentent à diminuer le taux de leurs primes en raison de la nouvelle loi, les membres de l'enseignement public se trouveront définitivement avantagés ; les assureurs devraient pouvoir consentir une réduction en raison de la suppression de la présomption de faute, mais sans doute n'accorderont-ils qu'une réduction minime, en raison des risques considérables que laisse subsister l'article 2 ; ceci d'autant plus que la rétroactivité de la loi du 5 avril 1937 est très contestée et à juste titre, semble-t-il, en ce qui concerne la suppression de la présomption ; les instituteurs peuvent donc se voir, pendant de très nombreuses années encore, l'objet de poursuites directes de la part des victimes. Observons d'ailleurs que si la victime ne peut poursuivre directement l'instituteur, rien ne l'empêche de poursuivre directement l'assureur.

Aussi, le présent du législateur aux membres de l'enseignement public n'a-t-il peut-être pas autant de prix que ses dehors semblaient le faire croire au premier abord. Les intéressés observent d'ailleurs aujourd'hui une prudente réserve, attendant les événements et les solutions jurisprudentielles ; nous n'en voulons pour

preuve que ces termes imagés relevés dans le bulletin trimestriel de l'Union Solidariste Universitaire : « Déchantez, camarades, mettez une sourdine à votre violon ; pas de joie exubérante ; restez calmes, attentifs et prudents » (1).

Après ces premières observations d'ordre général concernant le but poursuivi par le législateur, nous examinerons les critiques qui lui ont été adressées du point de vue de la technique. Signalons tout d'abord qu'une erreur matérielle s'était produite dans le texte présenté aux Chambres. Les deux mots omis l'ont été également dans le texte de la loi ; ils ont fait l'objet d'un erratum au *Journal Officiel*.

On a fait observer ensuite qu'au lieu de régider un texte nouveau, l'article 1<sup>er</sup>, destiné à modifier l'article 1384 du Code civil, il aurait été beaucoup plus simple de supprimer dans le dit article toute référence aux instituteurs ; selon M. le Professeur Perreau, on a craint sans doute que les membres de l'enseignement se croient alors exonérés de toute responsabilité, ce que ne prévoit pas la loi. Quoiqu'il en soit, la rédaction actuelle de l'article 1384 lui donne un aspect un peu contradictoire. En outre, la loi du 5 avril 1937 se trouve en quelque sorte dissociée, son premier article étant incorporé dans le Code civil, tandis que l'article 2 demeure sous forme de loi isolée.

On relève des opinions contradictoires dans les travaux préparatoires (2), si bien que la loi va donner lieu certainement à des difficultés d'interprétation ; une question qui présente d'ores et déjà des complications est celle de la rétroactivité de la loi ; elle a donné lieu, comme nous l'avons précédemment exposé, à deux espèces de jurisprudence dans lesquelles les juges ont conclu en sens opposé (3).

---

(1) N° du 15 mai 1937, p. 24, article de J. PILETTE.

(2) Cf. Rapport de M. MABRUT, relativement aux poursuites devant les tribunaux répressifs.

(3) Cf. Chapitre V.

On a fait encore un autre reproche à la loi du 5 avril 1937 ; ce reproche d'ordre plus scientifique est que la nouvelle loi n'est pas en accord avec les tendances actuelles de la politique législative (1), dont elle vient rompre l'harmonie. La tendance actuelle serait, en effet, non de restreindre le champ de la responsabilité, mais au contraire de l'étendre de plus en plus comme le fait voir la jurisprudence la plus récente concernant les choses inanimées. Ceci nous paraît être une vue un peu superficielle des choses et nous partageons plutôt l'opinion selon laquelle la loi du 5 avril 1937 est bien en accord avec les tendances sociales actuelles (2), qui conduisent à faire peser les risques plus lourdement sur l'employeur que sur l'employé, sur le commettant que sur le préposé ; le législateur aurait considéré l'Etat, dans le présent cas, plutôt comme patron que comme puissance publique.

Si nous voulons résumer en quelques mots la situation, il semble que depuis la loi du 5 avril 1937 les victimes se soient vues privées de certains droits importants, ce qui fait empirer injustement leur sort, sans que pour cela des garanties bien appréciables aient été offertes aux membres de l'enseignement public ; et cependant les crédits inscrits pour l'exercice 1938 en vue des dépenses relatives aux accidents scolaires dépassent de façon notable ceux de l'exercice précédent.

## SECTION II

### **Modifications susceptibles d'être apportées à la loi du 5 avril 1937 pour remédier à ses imperfections**

Le problème en face duquel nous nous trouvons est infiniment délicat à résoudre, du fait que nous sommes en présence d'intérêts tous hautement respectables, qui ne peuvent être sacrifiés les uns

---

(1) Cf. SAVATIER, *Lois nouvelles*, op. cit.

(2) D. H. 1938, p. 222.

au profit des autres et qui paraissent cependant difficilement conciliables.

D'une part nous voyons toute une catégorie de fonctionnaires, dont l'Etat a pu apprécier souvent le dévouement, ployer sous le fardeau d'une écrasante responsabilité et aspirer à un allègement bien légitime, mais, d'autre part, nous sommes en présence des victimes d'accidents scolaires ; celles-ci appartiennent bien souvent à des familles de ressources plus modestes encore que celles des instituteurs, familles qui ne peuvent d'ailleurs se soustraire à l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans ; cette obligation ne doit pas leur faire supporter de dommage.

Comment diminuer la responsabilité des fonctionnaires sans atteindre par contre-coup les victimes et leur famille ? Comment augmenter les garanties de ces dernières sans faire peser plus lourdement le poids des responsabilités sur les membres de l'enseignement public ?

Une solution facile se présente à l'esprit : c'est de reporter sur l'Etat les charges qui pèsent sur les uns et les autres ; mais cette solution est-elle possible et, de plus, est-elle légitime ?

C'est une tendance peut-être un peu trop générale pour les particuliers de vouloir se décharger de leurs responsabilités sur une collectivité, voire sur l'Etat. Or, il ne faut pas oublier que les ressources de l'Etat provenant en grande partie des impôts, sont alimentées par des particuliers ; mettre certains frais à la charge de l'Etat, c'est donc en réalité les répartir entre les contribuables. Ces derniers sont à l'heure actuelle assez chargés et élèvent eux aussi leurs protestations ; on ne peut donc espérer, en toute occasion, faire peser sur l'Etat des charges nouvelles, particulièrement dans une époque de crise comme celle où nous vivons, époque où les problèmes financiers et budgétaires réclament toute la science et l'ingéniosité de spécialistes avertis.

Cependant, s'il est une hypothèse dans laquelle il nous paraît légitime de faire supporter à l'Etat et indirectement au contribuable des charges, fussent-elles considérables, c'est bien dans celle de l'Education Nationale, qui intéresse au premier chef l'avenir de la nation. Si la réparation des accidents scolaires n'intéresse pas directement l'Education Nationale, elle en est une conséquence directe. Nous pensons qu'il y a bien des dépenses dont on pourrait décharger le budget au profit de celles qui visent à réparer les dommages causés par les accidents scolaires, dépenses qui ne sont pas d'ailleurs actuellement très élevées puisqu'une somme d'un million de francs était inscrite dans ce but au budget pour l'exercice 1938.

Naturellement, il ne s'agit pas de faire supporter à l'Etat seul toutes les conséquences des accidents scolaires, mais de tâcher d'établir un équilibre entre les divers intérêts qui s'affrontent.

Il ne peut s'agir d'exonérer les membres de l'enseignement public de toute responsabilité, ce qu'ils ne demandent d'ailleurs pas ; ils devront en tout état de cause répondre de leur faute lourde. Il ne peut s'agir davantage de mettre à la charge de l'Etat tous les risques des accidents scolaires, la faute de la victime devra toujours être prise en considération. Mais nous pensons que le sort des uns et des autres doit être amélioré.

Il paraît normal d'assimiler de plus en plus la situation de l'instituteur vis-à-vis de l'Etat à celle d'un préposé vis-à-vis de son commettant et de rendre l'Etat responsable des fautes de son préposé, à charge de se retourner contre lui en cas de faute lourde de sa part ; il ne faut pas oublier d'ailleurs dans cet ajustement que si la carrière de fonctionnaire présente des responsabilités, elle offre aussi certains avantages tels que la retraite.

D'autre part, l'Etat obligeant les familles à envoyer leurs enfants à l'école se doit de supporter certaines des charges qui en résultent. Faudrait-il améliorer la situation des victimes et restaurer

à leur profit la présomption de faute qui jouerait cette fois contre l'Etat ? Nous croyons que cette solution serait en accord avec les tendances actuelles (1) ; l'Etat organisant l'instruction devrait avoir à supporter les « risques scolaires » et les « risques universitaires » (2).

---

(1) Cf. Loi du 9 avril 1898, risque professionnel.

(2) Cf. *Thèse Combescuré*, p. 151 (Montpellier, 1937).



## CONCLUSION

---

S'il est souhaitable de dégager le corps enseignant d'une responsabilité qui réellement ne peut peser que sur l'Etat, « entrepreneur d'Education Nationale », il convient toutefois de ne pas rendre trop ardue pour les parents l'administration de la preuve du dommage causé à leurs enfants.

Nous estimons donc qu'il conviendrait peut-être de restaurer, au profit de la victime, la présomption de faute qui jouerait, non plus cette fois contre l'instituteur, mais contre l'Etat responsable des fautes de son préposé.

Cette solution se justifierait car l'Etat a, à la fois, une responsabilité juridique du fait des accidents qui sont la conséquence de son emprise grandissante sur la jeunesse et, en outre, une sorte d'obligation morale voisine de l'obligation naturelle qui lui impose de réparer un accident scolaire dans toutes ses conséquences, de manière qu'une famille pauvre ne se trouve jamais victime de l'obligation qui lui est imposée de faire instruire son enfant.

En effet, l'Etat ne se borne plus à instruire des élèves, il ambitionne de les éduquer, œuvre plus vaste et plus complète, plus audacieuse aussi. Il n'importe plus uniquement de fournir, dans un nombre d'années déterminées, un ensemble de connaissances utiles, mais d'agir sur toutes les facultés de l'enfant, de développer son intelligence et sa raison, de former son caractère, d'organiser ses loisirs, d'aider à son développement physique non seulement par la pratique de la gymnastique surveillée, mais encore par la diffusion dans les milieux scolaires des sports dirigés et des pratiques de la vie en plein air.

C'est là un immense programme qui s'ébauche sous nos yeux et

dont nous ne saisissons que les premiers tâtonnements. L'orientation professionnelle n'en est encore qu'à un essai. La direction des loisirs porte sur un petit nombre d'heures et n'a qu'un caractère facultatif. Les camps et colonies de vacances sont plutôt conçus dans un but de santé publique que de prolongation de la scolarité dans le cadre d'institution de plein air.

Quoiqu'il en soit, ces efforts, même dispersés, sont appelés à se coordonner pour concourir à la poursuite d'un but éducatif toujours plus complet, ne laissant à l'action familiale sur l'enfant qu'une part de plus en plus restreinte. La responsabilité, et ce sera notre conclusion, incline à prendre un caractère général, tant en raison de la multiplication des causes d'accidents qui en résultent qu'en raison de l'obligation naturelle que la collectivité publique se crée de ce fait, vis-à-vis des familles pauvres qui, en aucun cas, ne doivent avoir à souffrir des erreurs, des insuffisances ou des accidents inhérents à l'œuvre éducative, considérée désormais comme une institution publique.

VU : *Le Président de thèse,*  
Achille MESTRE.

VU : *Le Doyen,*  
RIPERT.

VU et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
ROUSSY.

## ANNEXE

**Tableau des crédits ouverts par les diverses lois budgétaires pour  
dommages-intérêts dus pour accidents scolaires et frais d'instance**

| Loi de<br>finances pour<br>l'exercice | Objet                                                                                                                       | Crédit<br>inscrit |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1901 à 1909                           | Dépense résultant pour l'Etat de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public ..... | 10.000 fr.        |
| 1910 à 1921                           | d° .....                                                                                                                    | 40.000 fr.        |
| 1922 à 1926                           | d° .....                                                                                                                    | 60.000 fr.        |
| 1927 à 1934                           | d° .....                                                                                                                    | 120.000 fr.       |
| 1935                                  | d° .....                                                                                                                    | 108.000 fr.       |
| 1936                                  | d° .....                                                                                                                    | 705.000 fr.       |
| 1937                                  | d° .....                                                                                                                    | 715.000 fr.       |
| 1938                                  | Dépenses résultant pour l'Etat de la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public .....   | 1.000.000 fr.     |



# BIBLIOGRAPHIE

---

## I. — Ouvrages généraux

- APPLETON (Jean). *Traité élémentaire du contentieux administratif*, Paris, 1927.  
» *Supplément à ce traité*, Paris, 1936.
- BERTHÉLEMY. *Traité élémentaire de droit administratif*, 12<sup>e</sup> édit.
- COLIN, CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. *Cours élémentaire de droit civil*, t. II, 8<sup>e</sup> édit., Paris, 1935.
- DEMOGUE. *Traité des obligations*, t. IV et V, Paris, 1925.
- DUGUIT. *Traité de Droit Constitutionnel*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1907-1918.
- HAURIOU. *La jurisprudence administrative de 1892 à 1929*. Paris, 1929.  
» *Précis de droit administratif*. 10<sup>e</sup> édit.
- LAFERRIÈRE. *Traité de la juridiction administrative*. 2<sup>e</sup> édit., t. I.
- LAROMBIÈRE. *Théorie des obligations*, t. V.
- MAZEAUD (H. et L.). *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*. 2<sup>e</sup> édit., t. I, II, III. Paris, 1934.
- MESTRE. *Cours de droit administratif 1936-1937*; éd. « Les Cours de Droit », Paris.
- PLANIOL et RIPERT. *Traité théorique et pratique de droit civil français*, t. VI, par Paul Esmein. Paris, 1930; t. XI, par Rouast, Savatier et Lépagneur. Paris, 1930, 1931 et 1932.

## II. — Thèses de Doctorat

- BOUQUET. *Essai sur la responsabilité civile des fonctionnaires de l'enseignement public*. Dijon, 1913.
- COMBESCURÉ. *De la responsabilité et de l'assurance des accidents causés et subis par les élèves des établissements d'enseignement*. Montpellier, 1937.
- DELAIRE. *Responsabilité des membres de l'enseignement public*. Paris, 1903.
- DEVILLERS. *Les Mutuelles-Accidents de l'enseignement public*. Paris, 1937.
- ECHALLIER. *De la responsabilité civile des membres de l'enseignement public et des modifications qui y ont été apportées par la loi du 20 juillet 1899*. Grenoble, 1900.
- LANGLADE. *L'organisation administrative de l'inspection sanitaire des écoles*. Montpellier, 1936.
- LOTTE. *De la responsabilité civile des instituteurs publics*. Poitiers, 1912.
- MATHERON. *La responsabilité civile des instituteurs* (art. 1384, § 4). Aix, 1928.
- THOYOT. *De la responsabilité du fait d'autrui*. Paris, 1910.
- VIVARÉS. *De la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics*. Montpellier, 1927.

## III. — Etudes doctrinales

- BERNARDREIG. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Appel de Limoges, le 16 octobre 1896.
- DE MONZIE. Article dans la *Revue Politique et Parlementaire*, année 1905, t. 44, p. 258.
- DESBOIS. Chronique, *Dalloz hebdomadaire*, 1937, p. 53.
- JÈZE. *Revue de droit public*, 1909, p. 263.
- PERRÉAU. Article dans la *Revue trimestrielle de Droit Civil*, 1938, p. 1.
- SAVATIER. Article dans *Les Lois nouvelles*, 1937, p. 242.
- WALINE. Note sous D. P., 1938-43.

## IV. — Recueils de jurisprudence

- Dalloz Périodique* (D. P.) et *Dalloz Hebdomadaire* (D. H.).
- Gazette du Palais* (G. P.).
- Gazette des Tribunaux* (G. T.).
- Recueil Dijon-Nancy-Besançon*.
- Recueil Douai*.
- Moniteur Judiciaire Lyon*.
- Moniteur Judiciaire du Midi*.
- Sirey*.

## Ouvrages divers

- Bulletin de l'Union Solidariste Universitaire*.
- Code Pichard « Nouveau Code d'instruction primaire »
- L'Ecole libératrice*.
- Manuel général de l'instruction publique*.

# Table des Matières

|                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                     | 1     |
| CHAPITRE PREMIER. — <b>Les causes de l'accident. — Définition de l'accident scolaire</b> . . . . .        | 5     |
| Section I. — <i>Le mauvais état des locaux scolaires, leur insuffisance ou leur impropriété</i> . . . . . | 5     |
| Section II. — <i>Le fait de l'élève</i> . . . . .                                                         | 9     |
| Section III. — <i>Le fait du maître</i> . . . . .                                                         | 12    |
| CHAPITRE II. — <b>La victime de l'accident</b> . . . . .                                                  | 17    |
| Section I. — <i>L'instituteur</i> . . . . .                                                               | 17    |
| Section II. — <i>L'élève</i> . . . . .                                                                    | 19    |
| CHAPITRE III. — <b>Les différents états de la Législation</b> . . . . .                                   | 21    |
| Section I. — <i>Code Civil</i> . . . . .                                                                  | 21    |
| Section II. — <i>Loi du 20 juillet 1899</i> . . . . .                                                     | 26    |
| Section III. — <i>Historique de la loi du 5 avril 1937</i> . . . . .                                      | 28    |
| CHAPITRE IV. — <b>Les règles de la responsabilité civile d'après la loi du 5 avril 1937</b> . . . . .     | 45    |
| <i>Généralités</i> . . . . .                                                                              | 45    |

## I

|                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| RESPONSABILITE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC . . . . .                                                                                 | 48 |
| Section I. — <i>Responsabilité des différentes collectivités</i> . . . . .                                                          | 48 |
| § 1. — <i>Responsabilité de l'Etat</i> . . . . .                                                                                    | 48 |
| § 2. — <i>Responsabilité de la commune</i> . . . . .                                                                                | 53 |
| § 3. — <i>Responsabilité du département</i> . . . . .                                                                               | 58 |
| Section II. — <i>Responsabilité de l'instituteur engendrée par une faute personnelle ou par un défaut de surveillance</i> . . . . . | 59 |
| <i>Action récursoire de l'Etat contre son préposé</i> . . . . .                                                                     | 59 |
| Section III. — <i>Responsabilité de l'élève auteur du dommage ou de ses parents.</i> . . . .                                        | 63 |
| § 1. — <i>Action contre l'élève auteur du dommage</i> . . . . .                                                                     | 63 |
| § 2. — <i>Action contre les parents de l'auteur du dommage</i> . . . . .                                                            | 63 |
| Section IV. — <i>Combinaison des responsabilités</i> . . . . .                                                                      | 66 |
| Section V. — <i>Répercussion de la loi du 5 avril 1937 sur les assurances</i> . . . . .                                             | 68 |

## II

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| RESPONSABILITE DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE . . . . .                         | 70 |
| CHAPITRE V. — <b>Compétence. — Prescription. — Rétroactivité</b> . . . . .           | 75 |
| Section I. — <i>Compétence</i> . . . . .                                             | 75 |
| Section II. — <i>Prescription</i> . . . . .                                          | 80 |
| Section III. — <i>Rétroactivité</i> . . . . .                                        | 81 |
| CHAPITRE VI. — <b>Mesures destinées à prévenir les accidents scolaires</b> . . . . . | 85 |

|                                                                                                                                                   | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Section I. — <i>Edification de bâtiments modernes, conformes aux besoins de l'école</i> .....                                                     | 87    |
| § 1. — <i>Instruction administrative des projets de construction scolaires</i> .....                                                              | 88    |
| § 2. — <i>Conception de l'ensemble de la construction et de la distribution des locaux</i> .....                                                  | 90    |
| Section II. — <i>Amélioration des bâtiments scolaires existants</i> .....                                                                         | 94    |
| Section III. — <i>Inspection médicale des écoles</i> .....                                                                                        | 96    |
| CHAPITRE VII. — <b>Appréciation critique du régime actuel</b> .....                                                                               | 99    |
| Section I. — <i>Quels sont les résultats de la loi du 5 avril 1937</i> .....                                                                      | 99    |
| Section II. — <i>Modifications susceptibles d'être apportées à la loi du 5 avril 1937 pour remédier à ses imperfections</i> .....                 | 106   |
| CONCLUSION. ....                                                                                                                                  | 110   |
| ANNEXE .....                                                                                                                                      | 112   |
| <i>Tableau des crédits ouverts par les diverses lois budgétaires pour les dommages-intérêts dus pour accidents scolaires et frais d'instance.</i> |       |
| BIBLIOGRAPHIE. ....                                                                                                                               | 113   |







